

Chine : la course en tête...

par [Catherine Mathieu](#)

Le

23 janvier 2020, le gouvernement chinois décidait de confiner la ville de Wuhan

(11 millions d'habitants), où était apparu le premier foyer du coronavirus. Afin

d'endiguer la progression de l'épidémie, des mesures de restriction drastique

des déplacements étaient mises en place dans la foulée, d'abord dans la

province de Hubei puis au-delà (confinement des villes de la province de Hubei,

interdiction des déplacements interurbains, prolongation de la fermeture des

usines à la fin des vacances du nouvel an chinois, fermeture des frontières

extérieures puis quarantaine stricte pour les Chinois rentrant de l'étranger).

Un

an plus tard, la Chine présente un bilan singulier par rapport au reste du

monde sur le plan sanitaire comme sur le plan économique. Les mesures

sanitaires prises en Chine semblent avoir permis de stopper la progression du

virus sur le sol chinois. En un an, le coronavirus n'aurait causé qu'à peine

plus de 4 800 décès en Chine (soit 35 décès pour 1 million d'habitants) contre

plus de 2 millions dans le monde (340 décès pour 1 million

d'habitants, pour la population mondiale hors Chine, selon les statistiques officielles répertoriées par l'Université John Hopkins). Si les chiffres des victimes de la COVID-19 publiés par la Chine sont étonnamment bas, les indicateurs économiques suggèrent eux-aussi que la Chine a été moins fortement atteinte que la plupart des autres économies.

Première touchée par la pandémie, l'économie chinoise est la première à en être sortie dès le deuxième trimestre^[1]. La Chine sera non seulement la seule grande économie mondiale à afficher une croissance positive en 2020, +2,3 % en moyenne annuelle, selon l'estimation publiée par l'Institut de statistique chinois (*National Bureau of Statistics of China*, NBS) le 18 janvier 2021, mais aussi la seule à avoir déjà rattrapé au quatrième trimestre 2020 le niveau d'activité qu'elle aurait eu en l'absence du coronavirus, par rapport à nos prévisions d'octobre 2019 (comme à celles du FMI de janvier 2020). Le rebond de l'économie chinoise est même un plus rapide que ce que nous, comme la plupart des analystes, prévoyions à l'automne dernier. Les indicateurs conjoncturels publiés au cours des derniers jours, montrent tous un redémarrage rapide de l'économie chinoise en 2020.

Malgré la crise sanitaire, la Chine a poursuivi une politique

commerciale active dans les cinq continents qui devrait lui permettre de compenser les mesures prises par le gouvernement américain. La Chine continue de faire la course en tête.

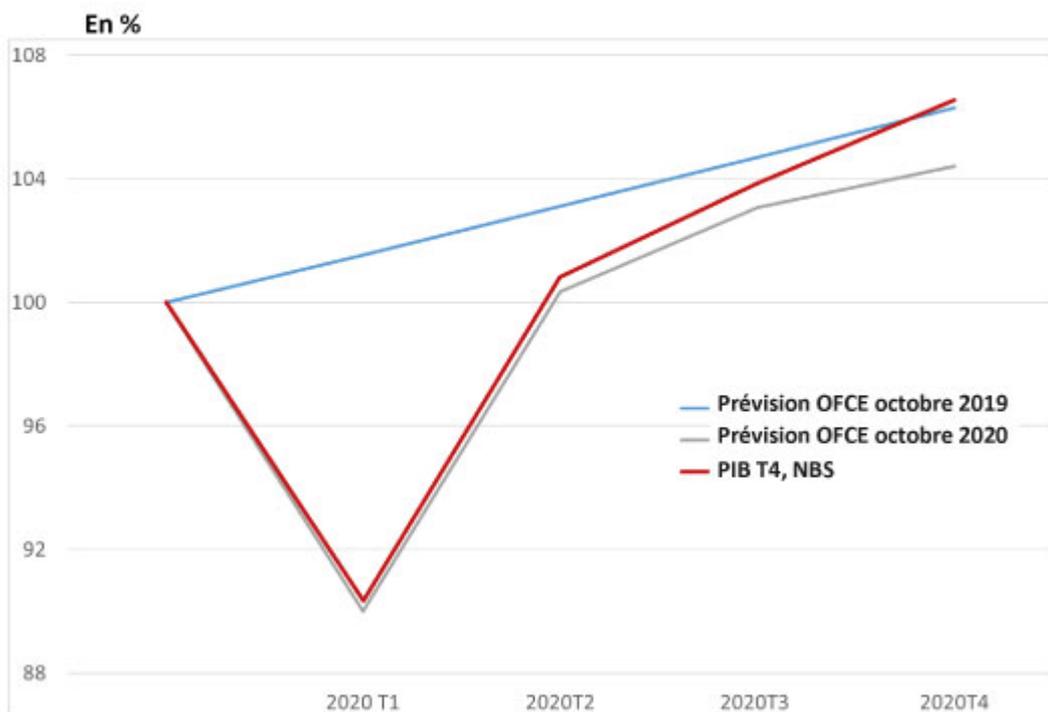
2020 : après une forte chute du PIB, un rattrapage rapide

La Chine est le premier des grands pays à avoir publié une estimation du PIB au quatrième trimestre 2020 [\[2\]](#). Parmi les scénarios que nous avons envisagés depuis l'arrivée du coronavirus, c'est celui d'un rattrapage rapide qui s'est réalisé. Après avoir chuté de 9,7 % au premier trimestre 2020, le PIB a rebondi de 11,6 % au deuxième trimestre, puis de 3 % au troisième trimestre et de 2,6 % au quatrième, portant la croissance à 2,3 % en moyenne sur un an (contre 6 % en 2019). Le PIB chinois a ainsi rattrapé dès le quatrième trimestre 2020 le niveau qu'il aurait eu en l'absence de crise COVID-19 (graphique 1) si la croissance s'était poursuivie en 2020 au rythme de 6 % que nous anticipions dans notre prévision d'octobre 2019.

La publication du PIB au quatrième trimestre 2020 comprend des révisions pour les trimestres précédents, qui relèvent légèrement le niveau du PIB du troisième trimestre, rapport à l'estimation dont nous disposions lors de notre prévision d'automne 2020 [\[3\]](#).

Mais la dynamique de reprise a été plus soutenue au second semestre que ce que nous anticipions, avec une croissance annuelle prévue à 1,6 % en 2020, au lieu de 2,3% publiés par le NBS. Le NBS ne publiant pas les composantes trimestrielles de la demande associées au chiffre du PIB, on ne peut précisément savoir quelles composantes ont tiré la demande. Mais au vu des indicateurs mensuels disponibles (cf. infra), ce sont sans doute les exportations qui auront été particulièrement dynamiques au quatrième trimestre, et que nous aurions sous-estimées, tandis que les importations auraient relativement peu progressé, au regard des autres composantes de la demande intérieure.

Graphique 1. Croissance du PIB

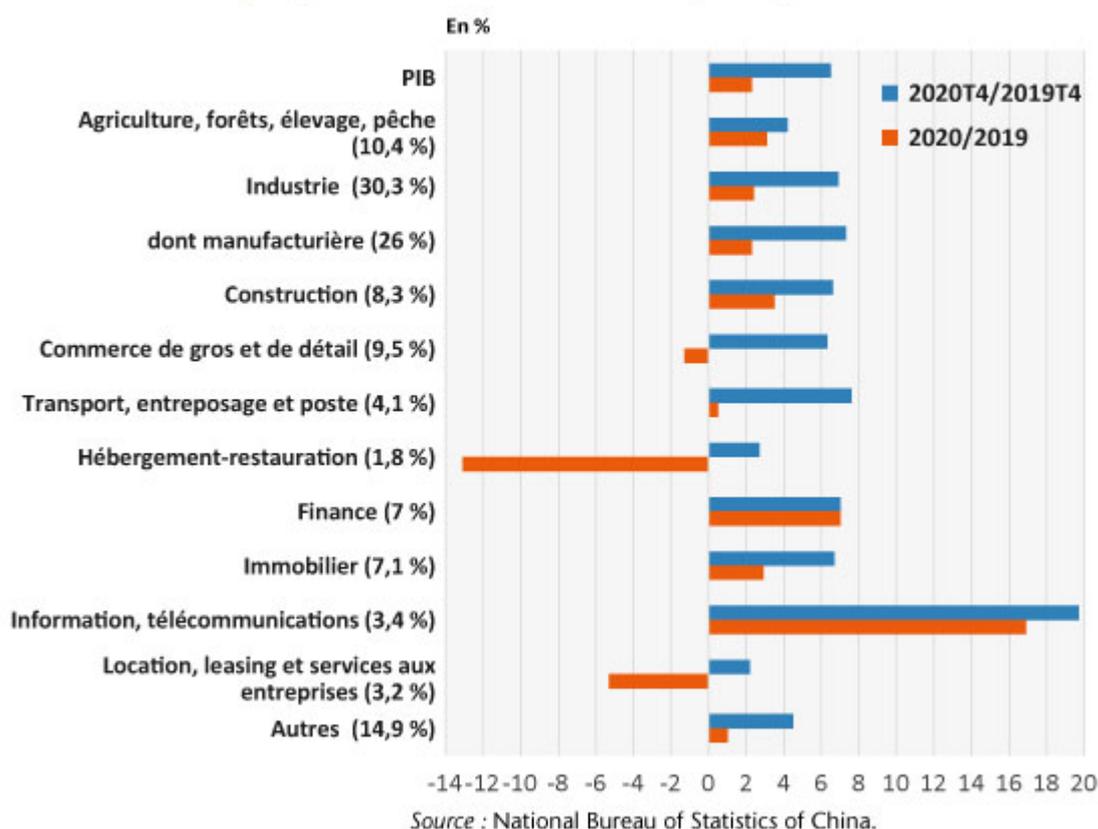


Sources : National Bureau of Statistics of China, Prévisions OFCE.

Au quatrième trimestre 2020, dans la plupart des secteurs, la valeur ajoutée était en hausse d'environ 6,5 % en glissement

sur un an, comme le PIB lui-même, avec trois exceptions majeures (graphique 2). La valeur ajoutée a fortement progressé dans le secteur des services d'information et de télécommunications (près de 20 % de hausse sur un an) ; à l'opposé, celle du secteur hébergement-restauration était en hausse de 2,7 % seulement sur un an (-13 % en moyenne annuelle), secteur particulièrement frappé par les mesures de confinement en début d'année, mais qui ne représente que 1,8 % de la valeur ajoutée ; enfin la valeur ajoutée était en hausse de 2,2 % sur un an dans le secteur de location, leasing et services aux entreprises (-5,3 % en moyenne annuelle).

Graphique 2. Évolution de la valeur ajoutée par secteur



Indicateurs mensuels d'activité : reprise généralisée

Après avoir chuté de 25 % sur les deux premiers mois de 2020, la production industrielle avait retrouvé son niveau de décembre 2019 dès le mois de mai et

était 7 % plus élevée en décembre 2020 qu'un an plus tôt (graphique 2).

Quelques secteurs se distinguaient par une hausse nettement plus élevée : production de médicaments (+16%), production de biens d'équipement (entre 10 et 15 %).

L'investissement

des entreprises avait chuté de plus de 26 % sur les deux premiers mois de

l'année, surtout du fait d'effets d'offre (fermeture des entreprises produisant

des biens d'équipement). L'investissement a redémarré plus tardivement que la production industrielle, du fait des incertitudes sur la

demande, mais il était, en décembre 2020, 3 %

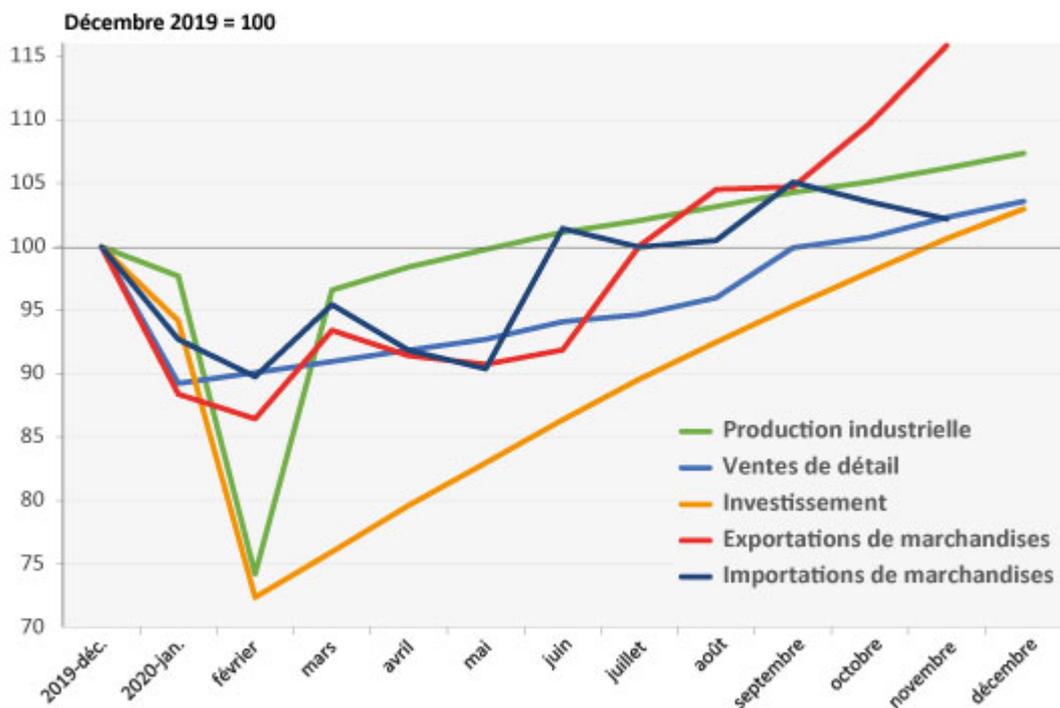
au-dessus de son niveau de décembre 2019. Sur l'ensemble de l'année, c'est,

comme pour la production, dans le secteur des médicaments que l'investissement

a connu la plus forte hausse (+28 % sur un an). À l'opposé, l'investissement a

baissé de 12 % dans le secteur automobile.

Graphique 3. Indicateurs mensuels d'activité



Sources : National Bureau of Statistics of China, CPB World trade monitor.

Les ventes de détail des biens de consommation avaient moins nettement chuté que la production industrielle et l'investissement au début de 2020 (-11 % sur un mois en janvier), amortissant la chute de la demande. Elles se sont redressées chaque mois ensuite dépassant de 3 % en décembre 2020 leur niveau de décembre 2019. Le taux de chômage officiel (qui sous-estime le niveau du chômage) était de 5,2% en décembre 2019 ; il est monté à 6,2% en février 2020 pour revenir à 5,2% en décembre. En moyenne sur l'année 2020, le revenu par tête des ménages a progressé de 2,1 % en volume, tandis que la consommation par tête était en baisse de 0,7 %, la hausse du taux d'épargne s'expliquant par les contraintes sur les déplacements et les achats, particulièrement en début d'année, ainsi que par les

incertitudes sur l'avenir.

Selon

les données du CPB *World Monitor*, les exportations et les importations de marchandises (en volume), en chute

respectivement de 15 % et 10 % sur les deux premiers mois de 2020, ont ensuite recommencé

à croître et seraient revenues à leur niveau de la fin 2019 à partir de l'été.

Selon les dernières données publiées par les douanes chinoises (en valeur), la

hausse des exportations de marchandises s'est accélérée en fin d'année, pour

atteindre +20 % sur an en décembre, tandis que les importations étaient en

hausse de 6 %. Les exportateurs chinois

ont bénéficié d'une demande extérieure dynamique dans certains secteurs

spécifiques, liés à la crise du coronavirus, notamment les biens d'équipement informatique

et les équipements médicaux. Ils ont aussi bénéficié de leur capacité à répondre

à la demande quand ailleurs les entreprises subissaient des contraintes

d'offre.

Ainsi,

la force de la reprise en Chine s'explique essentiellement par la maîtrise de

la pandémie, puis par la capacité de rebond et d'adaptation de ses entreprises.

**Janvier 2021 : le
risque du retour...**

Alors

que le scénario d'une reprise en V est enclenché en Chine, sa

poursuite
pourrait être fragilisée par le retour de l'épidémie de coronavirus. La découverte de nouveaux cas de coronavirus en janvier 2021, dans la province de Hebei, au sud de Pékin ; plus au nord dans les provinces de Jilin et de Heilongjiang, et dernièrement à Pékin même, ont conduit les autorités chinoises à confiner au total une vingtaine de millions de personnes et à des campagnes de dépistage massif. Les autorités chinoises déclarent depuis la mi-janvier une centaine de nouveaux cas chaque jour. À l'approche du nouvel an chinois, qui débutera cette année le 12 février, les autorités incitent les habitants à limiter leurs déplacements, traditionnellement nombreux lors des congés du nouvel an (notamment avec le retour des travailleurs migrants dans leurs familles).

Deux vaccins ont été élaborés en Chine : Sinopharm et CoronaVac (produit par l'entreprise Sinovac), mais leur efficacité semble moindre que celles des vaccins occidentaux, sachant que, dans le cas des vaccins chinois, on ne dispose que de résultats parcellaires publiés par les fabricants et d'aucune publication de résultats d'essais de phase 3. L'efficacité serait de 79 %, pour Sinopharm ; pour CoronaVac, de 90 % pour les essais réalisés en Turquie, mais de seulement 50 % pour les essais réalisés au Brésil ; contre 95 % pour Pfizer-BioNtech et 94 % pour Moderna.

La Chine se lance maintenant dans une campagne de vaccination de masse en commençant par les actifs en contact avec le public. Au 27 janvier, 1,6 % de la population avaient été vaccinés (soit 22,8 millions de personnes). On peut s'étonner de ce démarrage tardif de la vaccination en Chine, mais il faut rappeler qu'en Chine (comme dans de nombreux pays d'Asie du Sud-Est), dès le début on s'est appuyé sur une stratégie forte « Tester, Tracer, Isoler » qui a bien fonctionné en raison de la discipline et du contrôle social de la population.

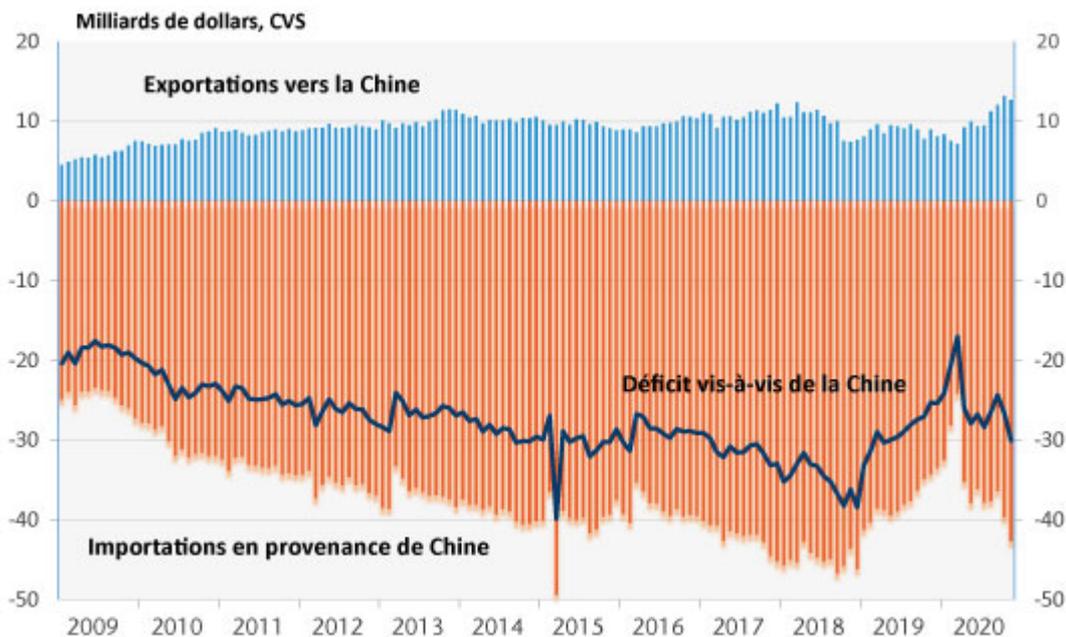
***...tandis
que l'offensive commerciale se poursuit***

La hausse des exportations chinoises en 2020, plus rapide que celle des importations, a conduit l'excédent commercial à passer de 420 milliards de dollars en 2019 (3 % du PIB) à 535 milliards en 2020 (3,6%).

L'arrivée de Joe Biden à la Présidence des États-Unis devrait contribuer à civiliser les relations entre la Chine et les États-Unis, mais elle ne fera pas disparaître les tensions. Le 14 février 2020, la Chine s'était engagée, en signant l'accord commercial « Phase one » avec les États-Unis, à augmenter substantiellement ses importations de produits américains d'ici 2021. Elle n'aurait rempli son engagement qu'à hauteur de 58 % à la fin 2020 [\[4\]](#). En 2020, l'excédent commercial chinois vis-à-vis des États-Unis, qui s'était fortement réduit en début d'année, a recommencé à croître pour retrouver un montant mensuel de 30 milliards de dollars en fin d'année

(graphique 4). Certes, la pandémie de Covid-19 a fait des enjeux sanitaires une priorité, mais la question du rééquilibrage des échanges commerciaux de la Chine vis-à-vis des États-Unis se posera de nouveau lors de jours meilleurs.

Graphique 4. Échanges de marchandises entre la Chine et les États-Unis



Source : United States Census Bureau.

La crise sanitaire a fait prendre conscience à de nombreux pays des risques de trop dépendre de la production chinoise. Certains voudraient retrouver une certaine autonomie économique. Face à ce risque pour leurs exportations, les leaders chinois, et en particulier Xi Jinping au Davos virtuel de 2021, se font les partisans résolus de la mondialisation et de l'interdépendance entre les nations.

En novembre 2020, la Chine a signé le Partenariat régional économique global (*Regional Comprehensive Economic Partnership*, RCEP) avec quatorze pays de la zone Asie-Pacifique (les 10 pays de l'ASEAN, ainsi que le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande), soit le plus

grand accord de libre-échange au monde, alors qu'en janvier 2017, Donald Trump avait retiré les États-Unis du Partenariat Transpacifique, dont la Chine était par ailleurs exclue.

Malgré

les tensions résultant du traitement des Ouïghours, la Chine a réussi à négocier un accord d'investissement avec l'UE : elle s'engage à réduire ses exigences de contreparties pour les investissements européens en Chine contre des garanties d'ouverture des marchés européens.

Elle

poursuit son offensive en Europe, en particulier en intensifiant ses liens avec la Hongrie (point d'arrivée de deux futures lignes ferroviaires reliant la Chine à l'Europe dans le cadre du projet de la nouvelle route de la soie).

La Chine participe à la « diplomatie du vaccin ». Ainsi, a-t-elle proposé ses vaccins à plusieurs pays émergents, parmi lesquels les Émirats arabes unis, la Serbie, le Maroc (pour Sinopharm), la Turquie, le Brésil (pour CoronaVac).

Le

plan quinquennal 2021-2027, qui sera présenté en mars, reprend les grandes lignes qui ont déjà été annoncées, l'objectif de lutte contre la pauvreté, celui de l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la production nationale. Il affirme la volonté de la Chine de contribuer à la reprise de l'économie mondiale. Surtout, il met l'accent sur la « double circulation »,

visant un rééquilibrage de la croissance *via* la demande intérieure ; la Chine doit à la fois développer ses exportations, améliorer la qualité des produits destinés au marché chinois et s'ouvrir aux importations. Le thème de l'innovation technologique, central dans le programme *Made in China 2025*, semble passer au second plan, même s'il est toujours question d'autosuffisance technologique.

L'année 2020 apparaît donc comme une nouvelle étape dans la montée en puissance de la Chine sur la scène économique mondiale.

[1] Mathieu C. : [Premier entré, premier sorti : le retour de la croissance en Chine au deuxième trimestre](#), *OFCE Le Blog*, 21 juillet 2020.

[2] Pour une comparaison internationale allant jusqu'au troisième trimestre 2020, voir Le Bayon S. et Péléraux H., [Croissance mondiale confinée en 2020](#), *Policy Brief OFCE*, janvier 2021).

[3] Voir OFCE – DAP, Perspectives 2020-2021 pour l'économie mondiale , [Tour du monde de la situation conjoncturelle](#), *Revue de l'OFCE*, n° 168, octobre 2020.

[4] Voir Bown C. : [US-China phase one tracker: China's purchases of US goods](#) as of December 2020, 27 janvier 2021.

Premier entré, premier sorti : le retour de la croissance en Chine au deuxième trimestre

[*Catherine Mathieu*](#)

Le 16 juillet, l'Institut statistique chinois (NBS) a publié la première estimation de la croissance du PIB chinois au deuxième trimestre 2020 : celui-ci est en hausse de 11,5 % par rapport au trimestre précédent, après -10 % au premier trimestre. La Chine, premier pays à avoir été frappé par le Coronavirus, avait mis en place des mesures de confinement d'une partie de sa population et de fermeture des commerces et des usines à partir de la fin janvier. Les indicateurs conjoncturels suggéraient un redémarrage progressif de l'activité à partir de la fin février et le retour à une croissance positive du PIB dès le deuxième trimestre. L'inconnue résidait dans l'ampleur de ce rebond, qui s'avère rapide.

La reprise est enclenchée, particulièrement dans l'industrie (41 % de la valeur ajoutée en 2018) : la production y est en hausse de 4,7 % sur un an au deuxième trimestre. Le taux des capacités d'utilisation dans l'industrie, de 77,5 % au quatrième trimestre 2019, avait chuté de 10 points au premier trimestre 2020 et est revenu à 74,4 % au deuxième trimestre. La production automobile, après une chute record de 80 % sur un an en février, affichait une hausse de 22 % sur un an en

juin, indiquant un redémarrage d'un secteur par ailleurs en crise depuis 2018 : la production y reste encore 24 % en deçà de son point haut de la fin 2017. Dans l'agriculture (7 % de la valeur ajoutée), la production est en hausse de 3,3 % sur un an au deuxième trimestre et de 1,9 % seulement dans les services (52 % de la valeur ajoutée).

Du côté de la demande, on ne dispose pas à ce jour d'informations trimestrielles détaillées. Les dépenses d'investissement étaient en baisse de 3,8 % sur un an au premier semestre 2020. Sur le premier semestre 2020, le revenu par tête des ménages est en hausse de 1,5 %, par rapport au premier semestre 2019, tandis que la consommation par tête des ménages est en baisse de 8 % en valeur : les dépenses d'habillement (-19,5 %), de transport et communications (-13 %), d'éducation et d'activités culturelles (-37 %) ont le plus chuté. Les ventes de détail des biens de consommation restaient en baisse de 1 % sur un an en juin, signe d'un certain redémarrage, mais lent, de la consommation des ménages.

En ce qui concerne le commerce extérieur, la situation semble s'être moins dégradée depuis le début de l'année pour la Chine (et l'Asie émergente) que pour les économies avancées (hors Japon). L'indicateur de commerce mondial du CPB (*CPB world trade monitor*), dans sa version publiée le 25 juin, indique que le commerce mondial de marchandises en volume a chuté de 16 % entre décembre 2019 et avril 2020, mais que la baisse n'a été que de l'ordre de 8 % pour les exportations, comme pour les importations, de la Chine. Ce sont des évolutions proches de celles des autres pays émergents d'Asie, et nettement plus faibles que dans les pays avancés, hors Japon : la chute des importations a été de 17 % aux États-Unis et de 24 % dans la zone euro. L'Asie du sud-est a été moins fortement touchée par la pandémie que la plupart des zones de l'économie mondiale, ce qui se reflète dans l'évolution des flux de commerce mondial.

Incertitudes sur la poursuite de la reprise

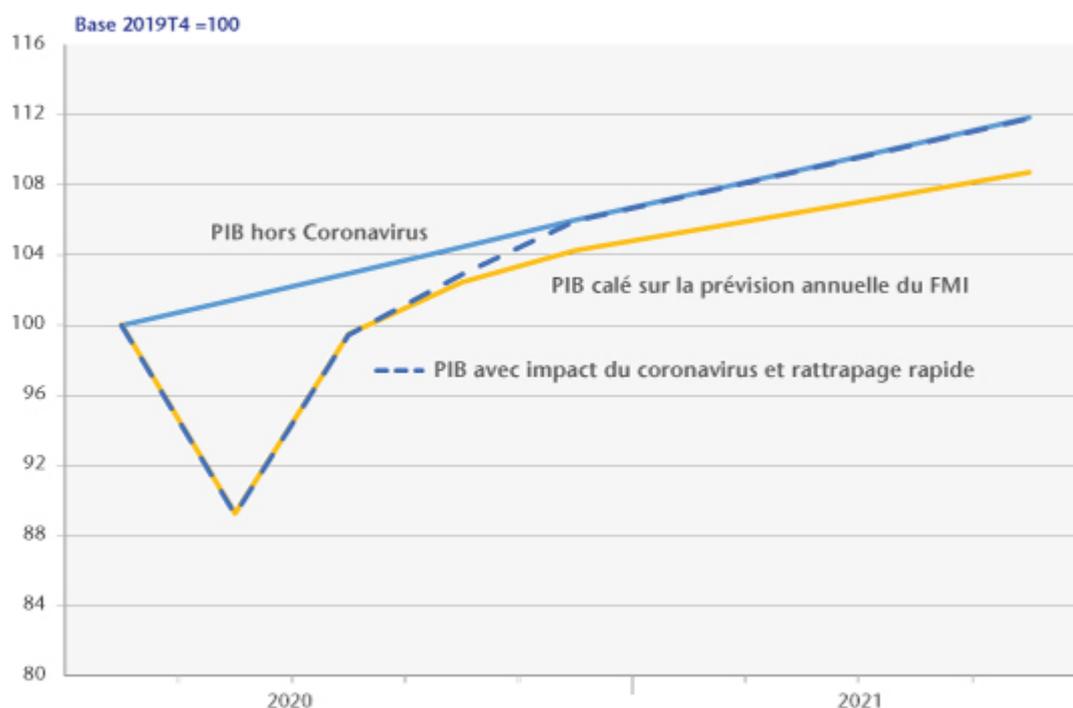
Au-delà de la vigueur de la reprise au deuxième trimestre, se pose la question de sa poursuite, qui dépendra avant tout de l'évolution de la pandémie, tant en Chine qu'à l'échelle mondiale. Tous les pays ont pris dès le début de la crise des mesures de confinement, qui ont fait chuter la production, puis des mesures de soutien budgétaire et monétaire massif pour soutenir la production et l'emploi et favoriser la reprise (voir [OFCE, Policy Brief 69](#)), mais le virus circule dans beaucoup de zones (Amériques, Inde, ...) et une deuxième vague est toujours à craindre en Asie ou en Europe.

La Chine semble avoir réussi, en ayant pris des mesures fortes, à stopper la propagation du coronavirus à l'intérieur du pays. Mais les autorités chinoises craignent l'arrivée d'une deuxième vague de COVID-19 et restent très vigilantes pour l'éviter. Des cas de COVID-19 continuent d'apparaître localement : en avril à la frontière russe, où parmi les arrivées de Chinois de retour de l'étranger, une cinquantaine de cas de COVID-19 avaient été diagnostiqués, conduisant à la mise en place de mesures de confinement strict dans les villes-frontière. Plus récemment, le 11 juin, à Pékin, un nouveau foyer de coronavirus a été détecté sur un marché conduisant les autorités chinoises à le fermer et à confiner les populations vivant dans les alentours (fermeture des écoles, restrictions de circulation). Sauf disparition spontanée du coronavirus, la liberté de circulation intérieure comme celle avec le reste du monde ne pourra pas être rétablie en l'absence d'un vaccin, qui ne serait dans le meilleur des cas pas disponible avant 2021. Ces mesures pèseront obligatoirement tant sur l'offre que sur la demande, mais les autorités chinoises ont montré qu'elles ont la capacité de réagir avec vigueur et de prendre des mesures fortes pour éviter une deuxième vague généralisée.

Les scénarios publiés par les organisations internationales avant l'été comportaient tous un rebond de l'économie chinoise au deuxième trimestre, plus ou moins rapide, et par la suite

une croissance qui serait au plus de l'ordre de celle d'avant la crise, laissant en 2021 le niveau de PIB en deçà de celui qu'il aurait atteint si la croissance s'était maintenue à son rythme d'avant crise. Compte tenu des chiffres du deuxième trimestre, une croissance annuelle de l'ordre de 1 % en 2020, comme l'envisageaient avant l'été le FMI et la Banque mondiale, semble atteignable. Et si la croissance se poursuivait au rythme envisagé par le FMI en 2021, le PIB chinois serait plus bas de 2,6 % à fin 2021 au niveau qu'il aurait eu en l'absence de crise, si la croissance avait progressé à un rythme annuel de 5,8 %, comme nous l'anticipions dans notre prévision d'octobre 2019 (graphique).

Graphique. Quelques trajectoires possibles du PIB chinois à l'horizon de la fin 2021



Lecture : le graphique présente les niveaux de PIB qui résulteraient des trajectoires présentées en taux de croissance dans le tableau.

Source : Calculs auteur, sur la base des données du NBS jusqu'au 2^e trimestre et des prévisions du FMI de juin 2020.

Dans un scénario en V, où le PIB chinois rejoindrait dès la fin 2020 le niveau qu'il aurait atteint si la croissance s'était poursuivie à un rythme proche de 6 % en 2020 et progresserait ensuite de 1,4 % par trimestre, la croissance du PIB serait de l'ordre de 10 % en 2021 (tableau). Ceci supposerait la poursuite du rattrapage tout au long de 2020 et

l'absence d'une deuxième vague de contamination et l'absence de toute séquelle en 2021. Compte tenu de l'incertitude créée par la crise sanitaire pour les ménages et les entreprises, compte tenu aussi de la dégradation induite des dégradations financières et des bilans il apparaît aujourd'hui que la crise mettra du temps à se résorber et que l'activité mondiale ne retrouvera pas à l'horizon de fin 2021 le niveau qu'elle aurait eu sans la crise, ce qui affectera les exportations chinoises.

Tableau. Taux de croissance du PIB chinois à l'horizon 2021, selon plusieurs scénarios

Taux de croissance, en %											
	2020				2021				2019	2020	2021
	1	2	3	4	1	2	3	4			
	Trimestriels								Annuels		
Hors Coronavirus	1,5	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4	6,1	6,0	5,8
Trajectoire calée sur la prévision annuelle FMI – juin 2020	-10,0	11,5	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	6,1	1,0	8,2
Trajectoire avec un rattrapage rapide	-10,0	11,5	2,8	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	6,1	1,9	9,8

Sources : NBS jusqu'au deuxième trimestre 2020, Prévisions du FMI, juin 2020 ; calculs auteur.

Une deuxième vague de contamination conduirait à un scénario de reprise en W. C'est ce que l'on pouvait craindre, au vu des précédentes épidémies. C'était le premier des scénarios retenus par l'OCDE dans sa prévision de juin : la croissance chutait de 7,6 % cette année à l'échelle mondiale et de 3,7 % en Chine ; en 2021, la croissance serait de 2,8 % à l'échelle mondiale et de 4,5 % en Chine. Ce scénario était le plus pessimiste publié à l'approche de l'été.

C'est aussi ce qu'avait par exemple suggéré Hughes (2020), en comparant les impacts économiques des épidémies passées : grippe espagnole (1918-19), SRAS (2003) et Ebola (2014-16). Hughes soulignait que la pandémie du coronavirus se rapprochait davantage de l'épidémie de grippe espagnole que de celle du SRAS. Lors de l'épidémie du SRAS, après une chute brutale, le PIB était revenu à son niveau d'avant le démarrage de l'épidémie en quelques mois : un scénario en V s'était réalisé. Mais, suite à l'épidémie de grippe espagnole, les pays n'ont en général pas retrouvé leur PIB d'avant crise

avant trois ans, ce après deux ou trois vagues de contamination.

Au risque d'une deuxième vague de contamination en Chine, s'ajoute celui d'une chute de la demande extérieure : l'évolution de la pandémie conduit désormais la quasi-totalité des pays à être sévèrement touchés, et le pic ne semble pas près d'être atteint, si l'on en juge notamment l'accélération de cas de COVID-19 aux États-Unis, dans le reste du continent américain et en Inde. La Chine ne pourra guère compter au cours des prochains mois sur une demande extérieure dynamique pour tirer ses exportations et sa croissance.

Les mesures de soutien budgétaire prises par la Chine, initialement d'une ampleur limitée, ont été progressivement étendues, jusqu'à représenter 4,1 % du PIB selon le FMI (voir *Policy tracker*). Elles portent principalement sur une hausse des dépenses de santé (prévention et contrôle de l'épidémie), de production d'équipement médical ; des dépenses d'assurance chômage, dont le bénéficiaire a été élargi aux travailleurs migrants ; des allègements d'impôts et des suppressions de paiements de cotisation sociale ; des investissements publics. Il semble que la Chine souhaite éviter de creuser trop fortement un déficit public, qui était, selon le FMI, de 6,3 % du PIB en 2019 et passerait à 12,1 % cette année selon les prévisions du FMI de juin 2020. La dette publique passerait de 52 % du PIB en 2019 à 64 % du PIB en 2020.

Du côté de la politique monétaire, les principales mesures ont consisté à injecter des liquidités dans le système bancaire, via des opérations d'*open-market*, à étendre les capacités de prêts à de bas taux d'intérêt à destination des fabricants de matériel médical, des très petites, petites et moyennes entreprises, ainsi que du secteur agricole. S'y ajoutent une baisse de 30 points de taux directeur de la Banque centrale, et des baisses de taux de 50 à 100 points de base des taux d'intérêt pour une grande partie des

entreprises. Il s'agit d'alléger le poids des remboursements des emprunts (notamment pour les PME) et de limiter les mises en faillite des entreprises. La situation est complexe : l'endettement des entreprises non financières chinoises a atteint fin 2019 un niveau record de près de 260 % du PIB. La crise du coronavirus a surgi alors que le gouvernement chinois souhaitait progressivement faire baisser progressivement l'endettement des entreprises, sans créer de choc majeur. Les marges de manœuvre de la politique monétaire sont nettement plus faibles que lors de la crise de 2008-09.

Au-delà de l'évolution de la pandémie, la crise résultant de l'apparition du coronavirus remet en cause la mondialisation, déjà ébranlée par la politique commerciale agressive des États-Unis. La pandémie amènera sans doute beaucoup d'entreprises à repenser la fragmentation de leurs chaînes de production et de nombreux pays à prendre des mesures pour être moins dépendants de fournisseurs étrangers. La Chine, grande gagnante de la mondialisation, risque d'être une des principales victimes de cette crise. Le gouvernement chinois devra tirer les leçons de cette crise pour orienter le modèle de croissance chinois sur un mode plus soutenable. La réorientation de la croissance chinoise vers la demande intérieure, engagée depuis plusieurs années, et la forte réduction de l'excédent extérieur chinois qui en a résulté, vont dans ce sens. Dans une perspective de plus long terme, la définition d'une stratégie tenant compte des contraintes écologiques est nécessaire, en Chine comme à l'échelle de la planète.

Références

Banque mondiale, 2020 : *Global economic prospects*, juin.

FMI, 2020 : *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*, juin.

Hughes Richard, 2020 : *Safeguarding governments' financial*

health during coronavirus: What can policymakers learn from past viral outbreaks?, Resolution Foundation, mars.

OCDE, 2020 : *Perspectives économiques*, juin.

OFCE, 2020 : « [Évaluation de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des mesures de confinement sur l'économie mondiale en avril 2020](#) », *OFCE Policy Brief* 69, 6 juin.

OFCE, 2019 : « Perspectives économiques 2019-2021 », *Revue de l'OFCE* 163, octobre.

Quel impact du confinement et de son intensité sur la croissance ?

[Sabine Le Bayon](#) et [Hervé Péléraux](#) [1]

Depuis la prise de conscience fin février dernier de la diffusion de l'épidémie de coronavirus hors de Chine, foyer initial de la pandémie, et la mise en place courant mars de politiques de confinement des populations dans le monde, le paradigme conjoncturel a radicalement changé avec des PIB attendus en forte baisse durant l'année 2020. Concernant le premier trimestre 2020, pour lequel une première estimation des comptes nationaux est disponible, et même si des

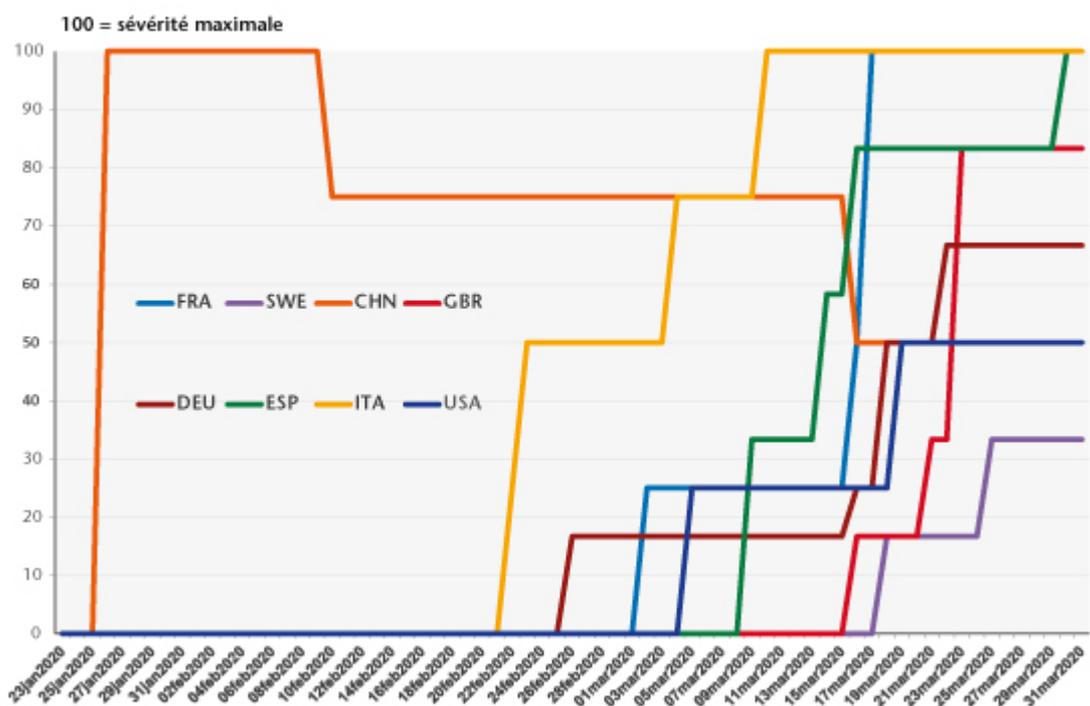
révisions plus importantes que d'habitude sont à attendre, la croissance de l'activité économique paraît pouvoir être rapprochée des mesures de restriction de l'activité prises au cours de la même période.

Compte tenu de la multiplicité des mesures de confinement et de leur nature qualitative, il est difficile de détailler l'ensemble des décisions prises et surtout d'exprimer leur intensité. Les chercheurs de l'Université d'Oxford et de la Blavatnik School of Government ont néanmoins proposé un indicateur mesurant la rigueur des réponses gouvernementales [\[2\]](#). Cet indicateur tente de synthétiser les mesures de confinement adoptées dans 163 pays selon deux types de critères : d'une part la sévérité de la restriction pour chacune des huit mesures répertoriées (fermeture des écoles, des entreprises, limitation des rassemblements, annulation d'événements publics, confinement à domicile, fermeture des transports publics, restriction des voyages domestiques et internationaux) et d'autre part le caractère local ou national de chaque mesure dans un pays.

Au sein de l'ensemble des mesures répertoriées, certaines ont des effets directs sur l'activité, comme les fermetures, d'autres des effets plus diffus ou redondants, comme par exemple la limitation des rassemblements, le confinement à domicile ou les restrictions imposées aux activités

évènementielles. Parmi les mesures qui composent l'indicateur synthétique, deux nous paraissent avoir le plus d'influence sur l'activité : la fermeture des écoles (qui empêche l'activité des parents pour garder les enfants s'ils ne télétravaillent pas) et la fermeture plus ou moins étendue des entreprises et des commerces. Selon la méthodologie conçue par l'Université d'Oxford, le degré de sévérité des mesures est caractérisé sur une échelle conventionnelle allant de 0 (mesure inexistante) à 3 ou 4 dans leur application la plus contraignante. Par ailleurs, selon qu'une mesure est nationale ou reste simplement localisée géographiquement, son impact sur l'activité peut être différencié, caractéristique que nous avons prise en compte [3]. Au final, nous avons reconstruit un indice de sévérité à partir de ces deux seuls critères en appliquant la méthodologie de l'Université d'Oxford pour obtenir un indicateur davantage ciblé sur les effets économiques du confinement (Graphique 1).

Graphique 1. Indices de sévérité combiné des fermetures d'écoles, d'entreprises et de commerces au 1^{er} trimestre 2020



Sources : T.Hale, S.Webster, A.Petherick, T.Phillips et B.Kira (2020), Oxford COVID-19 Government Response Tracker, calculs OFCE.

À partir de ces indicateurs, on peut juger de la sévérité des confinements

par
pays sous l'angle de la précocité de leur mise en œuvre et de
la
contrainte imposée par les mesures de fermeture et leur
généralisation (Tableau
1).

Après les
premières mesures de confinement adoptées par la Chine courant
janvier,
l'Europe est rapidement devenue l'épicentre de la pandémie,
conduisant les pays
à prendre progressivement des mesures de fermetures. L'Italie
a été le premier
pays développé à prendre de telles mesures : localement dès le
22 février
avec des fermetures très contraignantes dans une dizaine de
communes, étendues
le 8 mars aux régions de Lombardie et de Veneto, avant d'être
généralisées à
l'ensemble du pays dès le 10 mars.

Les autres
pays européens ont suivi tour à tour pour freiner la
propagation du virus face
à la saturation des capacités hospitalières. L'Espagne et la
France ont ainsi
mis en place des mesures strictes de confinement. L'Espagne à
partir du 9 mars localement
puis le 16 au niveau national pour les écoles, et enfin le 14
mars pour la
plupart des entreprises (mesure qui a été étendue le 30 mars à
l'ensemble des
entreprises non essentielles) ; la France à partir du 2 mars
avec la fermeture
d'une centaine d'écoles dans l'Oise et dans diverses villes
(Normandie, ...),

puis la fermeture nationale des écoles le 16 mars et la fermeture totale des entreprises non essentielles le 17 mars.

À l'autre

bout du spectre, la sévérité des fermetures d'entreprises est restée faible en

Allemagne (fermeture simplement recommandée) et a été appliquée plus

tardivement que dans les autres pays (le 22 mars). En revanche, la fermeture

des écoles a été totale, avec une mise en œuvre en deux temps, à savoir des

fermetures à l'échelon local dès le 26 février suivies d'une généralisation au

pays le 18 mars. Quant au Royaume-Uni, le gouvernement a fait le choix de

confiner plus tardivement, avec une fermeture des écoles le 23 mars[4]. La

fermeture des entreprises a en revanche été concomitante de la France mais

beaucoup moins sévère. Les États-Unis ont aussi conduit un confinement souple

avec l'absence de mesures nationales au premier trimestre, même si ces

dernières ont entraîné localement des fermetures totales d'écoles et d'entreprises

non essentielles. Parmi les pays avancés, seule la Suède se distingue par

l'absence de mesures fortes de confinement[5].

Tableau. Mesures de fermetures au 1^{er} trimestre 2020

a. Fermeture des écoles

Caractère local ou national	Mesures locales	Extension nationale	Sévérité des fermetures	Fermeture conseillée	Fermeture exigée pour certaines catégories	Fermeture totale exigée
Allemagne	26-févr	18-mars	Allemagne		26-févr	16 mars
Espagne	09-mars	16-mars	Espagne			09-mars
France	02-mars	16-mars	France			02-mars
Royaume-Uni		23-mars	Royaume-Uni			23-mars
Italie	23-févr	04-mars	Italie			23-févr
Suède		18-mars	Suède	18-mars		
États-Unis	05-mars		États-Unis			05-mars
Chine		26-janv	Chine			26-janv

1b. Fermeture des entreprises non essentielles

Caractère local ou national	Mesures locales	Extension nationale	Sévérité des fermetures*	Fermeture conseillée	Fermeture exigée pour certaines catégories de travailleurs	Fermeture totale sauf pour les commerces et emplois essentiels
Allemagne		22-mars	Allemagne	22-mars		
Espagne	09-mars	14-mars	Espagne	09-mars	14-mars	30-mars
France		17-mars	France			17-mars
Royaume-Uni		16-mars	Royaume-Uni	16-mars	21-mars	
Italie	22-févr	10-mars	Italie			22-févr
Suède		25-mars	Suède	25-mars		
États-Unis	19-mars		États-Unis			19-mars
Chine		26-janv	Chine			26-janv

*avec télétravail si possible.

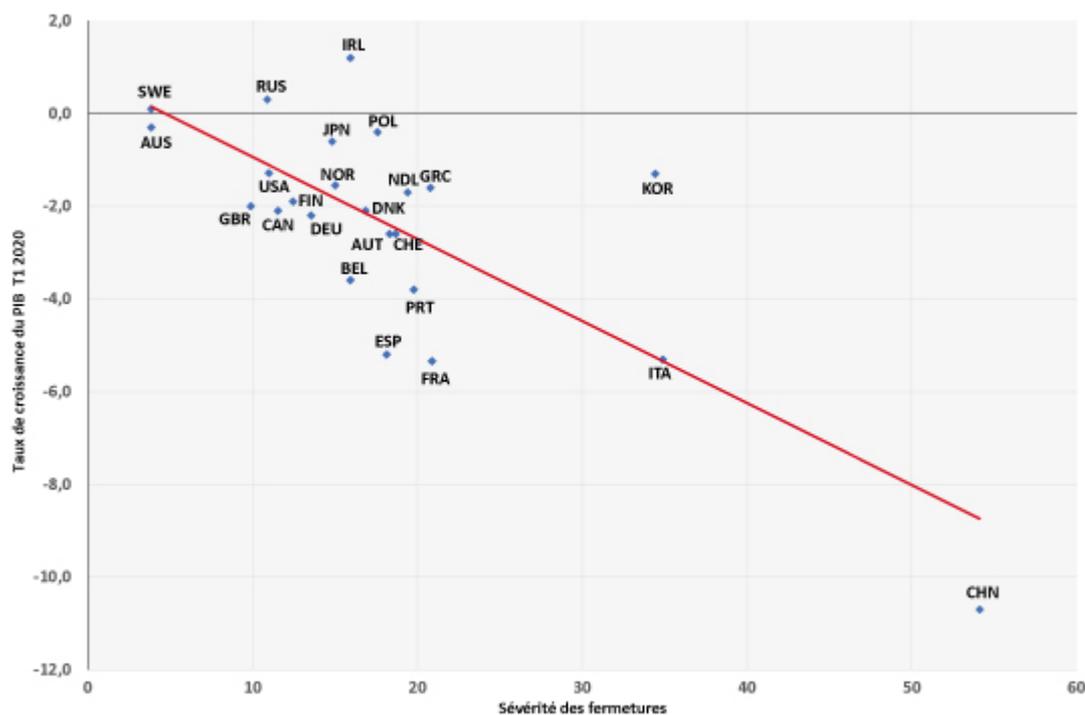
Source : Oxford COVID-19 Government Response Tracker.

Pour évaluer dans quelle mesure les politiques de confinement ont pu avoir un impact sur l'activité économique, nous nous sommes appuyés sur les indices de sévérité des fermetures (écoles et entreprises/commerces) calculés précédemment. Ces indicateurs, calculés en moyenne sur le premier trimestre, ont été rapprochés des taux de croissance du PIB sur la même période par le biais d'une corrélation. La corrélation établie ainsi apparaît clairement négative, avec un coefficient de corrélation de -0,76 (**Graphique 2**). Au vu du degré de sévérité des fermetures, on pourrait s'attendre à ce que certains pays révisent leur PIB à la baisse (Irlande, Pologne, Pays-

Bas, Grèce, Corée par exemple), et d'autres à la hausse (Espagne, France, Portugal, Belgique). Certaines révisions ont déjà eu lieu en ce sens entre la première version des comptes du premier trimestre publiée fin avril et celle publiée fin mai, de -5,8 à -5,3 % pour la France et de -4,7 à -5,3 % pour l'Italie[6]. En revanche, les États-Unis, la Suède et le Danemark affichent une évolution du PIB qui semble conforme à la sévérité des restrictions qu'ils ont mises en œuvre[7]. La Chine quant à elle, pays d'où est partie la pandémie, a passé plus des 2/3 du premier trimestre en confinement. Selon la première estimation, le PIB chinois a baissé de 10,7 % au premier trimestre 2020 en rythme trimestriel, soit nettement plus que les autres pays, ce qui semble en ligne avec l'ampleur du confinement qui y a sévi même si des révisions en hausse sont possibles.

Naturellement, cette corrélation reste imparfaite dès lors que les comportements des agents économiques peuvent être affectés autrement que par les mesures obligatoires. Par exemple, la crainte de la contamination peut ainsi repousser des achats impliquant des contacts sociaux même en l'absence de contraintes légales. De plus, le caractère anxigène de la crise peut pousser à la constitution d'une épargne de précaution.

Graphique 2. Corrélation entre la croissance du PIB au T1 2020 et l'indice de sévérité des fermetures



Sources : comptabilités nationales, Oxford COVID-19 Government Response Tracker, calculs OFCE.

[1] [Ce texte est issu du *Policy brief* « Évaluation de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des mesures de confinement sur l'économie mondiale en avril 2020 », OFCE *Policy brief*, n° 69, 5 juin 2020.](#)

[2] [Voir Hale Thomas, Sam Webster, Anna Petherick, Toby Phillips, et Beatriz Kira \(2020\), *Oxford COVID-19 Government Response Tracker*, Blavatnik School of Government.](#)

[3] Les mesures locales ont été pondérées conventionnellement par 0,5 dès lors qu'elles peuvent avoir un effet sur l'activité globale.

[4] Le gouvernement avait initialement fait le pari de l'immunité

collective en
laissant se propager le virus au sein de la population.

[5] Il est à noter que ce pays a enregistré par ailleurs des résultats moins bons en matière de mortalité que ses voisins nordiques.

[6] [Voir sur ce point, Le Bayon S., Péléraux H., « Les comptes nationaux à l'épreuve du coronavirus », le Blog de l'OFCE, 12 juin 2020.](#)

[7] [Le chiffre agrégé pour la Suède masque toutefois des évolutions contrastées entre la demande intérieure qui a régressé et le commerce extérieur qui affiche une contribution positive ; voir sur ce point Dauvin M., Sampognaro R., « Suède et covid-19 : l'absence de confinement ne permet pas d'éviter la récession », le Blog de l'OFCE, 30 juin 2020.](#)

Suède et Covid-19 : l'absence de confinement ne permet pas d'éviter la récession

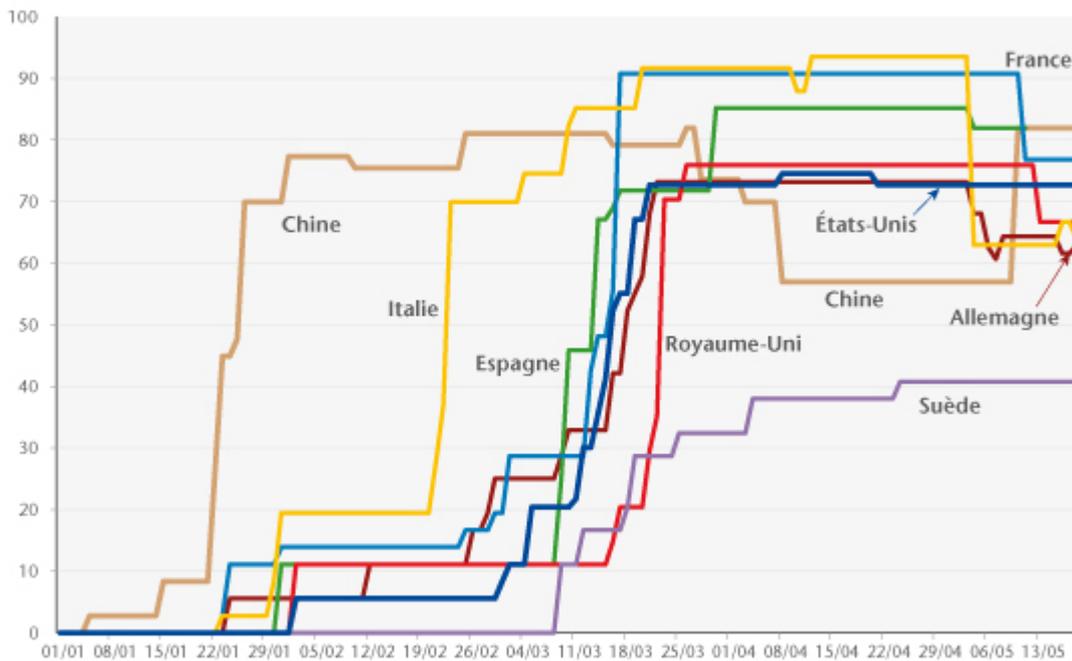
Par Magali Dauvin et Raul Sampognaro, DAP OFCE

Depuis l'arrivée de l'épidémie de Covid-19 sur le vieux

continent, les différents pays ont mis en œuvre des mesures fortes pour limiter les foyers de contamination. L'Italie, l'Espagne, la France et le Royaume-Uni plus tard se sont distingués par des mesures particulièrement fortes, incluant notamment le confinement de la population ne travaillant pas dans des secteurs essentiels. *A contrario*, la Suède s'est distinguée par l'absence de confinement. Si les événements avec du public ont été bannis, comme dans le reste des grands pays européens, aucune décision de fermeture administrative de commerces n'a été décidée ni de contrainte légale sur les déplacements domestiques[1].

Compte tenu de la multiplicité des mesures et leur nature qualitative, il est difficile de détailler l'ensemble des décisions prises et surtout d'exprimer leur intensité. Les chercheurs de l'Université de Oxford et de la Blavatnik School of Government ont construit un indicateur mesurant la rigueur des réponses gouvernementales[2]. Cet indicateur montre bien la spécificité du cas suédois en Europe (Figure 1).

Graphique 1. Indice de sévérité



Source : T.Hale, S.Webster, A.Petherick, T.Phillips et B.Kira (2020). Oxford COVID-19 Government Response Tracker.

Les données de mobilité fournies par *Apple Mobility* offrent une image complémentaire de la sévérité des confinements selon les pays. Au moment où le confinement a été le plus fort, la mobilité automobile a été réduite de 89 % en Espagne, 87 % en Italie, 85 % en France et de 76 % au Royaume-Uni. La baisse a été moins forte en Allemagne et aux États-Unis (de l'ordre de 60 % dans ces deux pays). Enfin, la Suède aurait vu son trafic réduit de « seulement » 23 %. Si ces données sont à prendre avec prudence, elles donnent aussi un signal clair sur le timing et l'ampleur du confinement mis en place dans les différents pays et montre une nouvelle fois une exception suédoise.

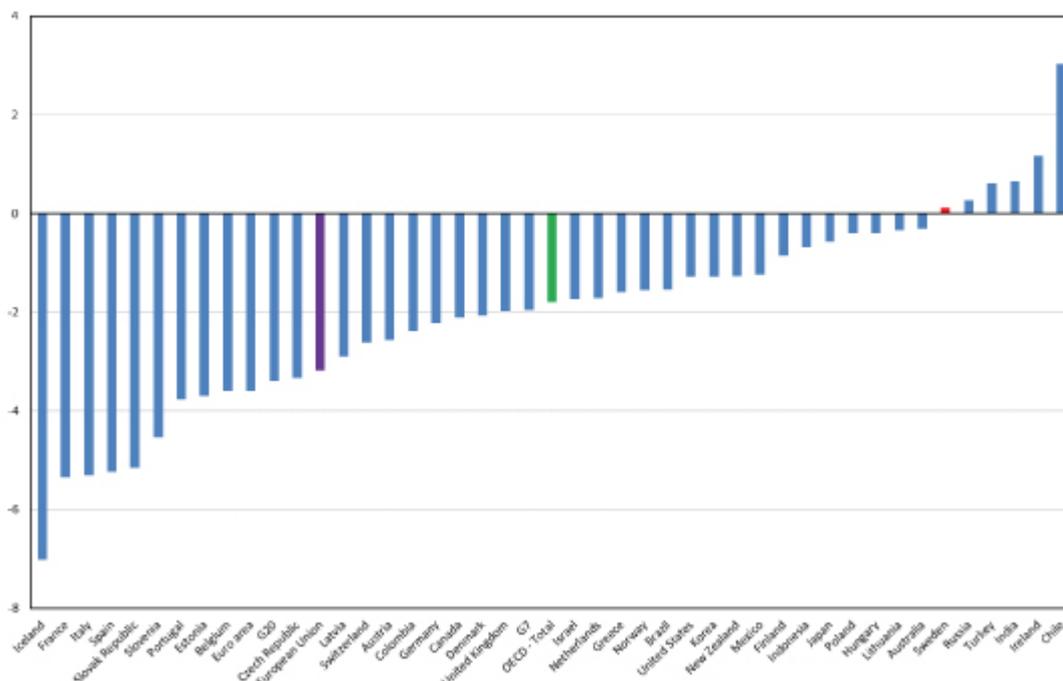
Au cours de la première quinzaine du mois de mai, les différents pays européens ont commencé à

lever,
progressivement, les mesures prises afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19.

Le PIB suédois résiste au 1^{er} trimestre

Lors de notre évaluation de [l'impact du confinement sur l'économie mondiale](#) nous avons mis en avant la corrélation entre la baisse du PIB observée au 1^{er} trimestre et la sévérité des mesures mises en place pour lutter contre la Covid-19. Dans ce contexte, la Suède (en rouge dans la Figure 2) s'en sort nettement mieux que le groupe des pays membres de l'OCDE (barre verte) et surtout que le reste de l'Union Européenne (barre violette). Même s'il s'agit d'une première estimation, le PIB a non seulement mieux tenu qu'ailleurs mais a même affiché une stabilisation (+0,1 %). Seuls quelques économies émergentes, peu touchées par la pandémie en début d'année (Chili, Inde, Turquie et Russie), et l'Irlande qui a bénéficié de facteurs exceptionnels auraient fait mieux au 1^{er} trimestre[\[3\]](#).

Graphique 2. Croissance du PIB au T1 2020



Source : OCDE.

La relative résistance du PIB en

Suède au 1^{er} trimestre semble suggérer que la Suède aurait trouvé un

arbitrage différent entre objectifs épidémiologiques et économiques par rapport

aux autres pays[4]. Or, ce

chiffre agrégé masque des évolutions importantes à garder en tête. [Au](#)

[1^{er} trimestre](#), la stabilisation

du PIB suédois s'explique par la contribution positive du commerce extérieur

(+1,7 point de PIB) à la faveur d'exportations dynamiques (+3,4 % en volume),

notamment au mois de janvier avant que toute mesure sanitaire soit prise.

Au 1^{er} trimestre, la

demande intérieure suédoise a pesé sur l'activité (contribution de -0,8 point

de PIB de la consommation des ménages et de -0,2 point de PIB

pour l'investissement) comme dans le reste de l'UE. Certes le choc sur la demande intérieure a été plus atténué qu'en zone euro où la consommation contribue négativement sur le PIB à hauteur de 2,5 points et l'investissement de 0,9 point. Néanmoins les recommandations de distanciation physique mises en œuvre en Suède auraient eu un impact non négligeable au cours du 1^{er} trimestre.

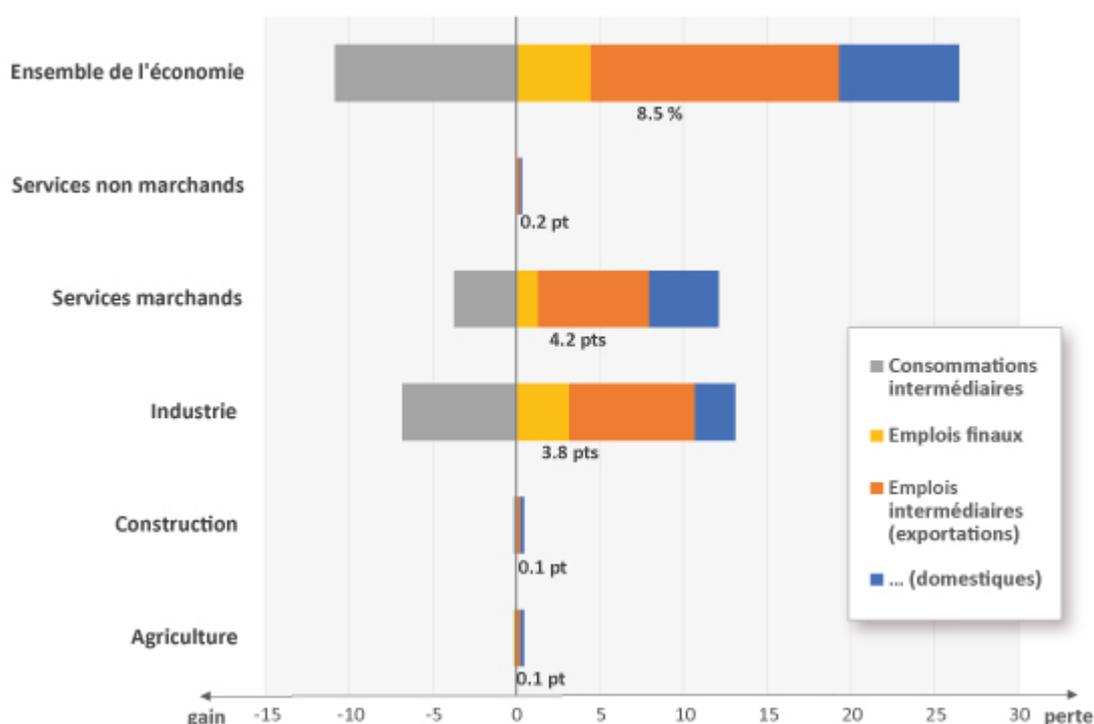
Dans un contexte global perturbé, la Suède ne pourra pas échapper à une récession

Si l'on fait l'hypothèse que l'absence de confinement et des fermetures administratives relativement limitées (au-delà des spectacles avec du public) ne créent pas de choc significatif de demande intérieure – ce qui semble optimiste au regard des données du 1^{er} trimestre- la Suède restera néanmoins fortement touchée par le choc de commerce mondial^[5].

Selon nos calculs, réalisées à l'aide des tableaux entrées-sorties issus de la World Input-Output Database (WIOD)^[6] et de notre estimation du choc de confinement du [Policy Brief 69](#), la valeur ajoutée devrait reculer de 8,5 points en Suède au mois d'avril du fait des mesures de confinement dans le reste du monde. Le choc serait particulièrement fort dans l'industrie, il est semblable à celui que nous estimons au niveau mondial (-19 % et - 21% respectivement). Sans surprise, *l'industrie du raffinage (-32%), la fabrication de matériels de transports (-30%), de biens d'équipements (-20%) et la branche des autres industries manufacturières (-20%)* se prennent de plein fouet l'arrêt de l'activité mondiale. Une part importante de la

production étant destinée à être utilisée par les branches étrangères, les mesures de confinement prises au niveau mondial contribuent à la baisse de la production suédoise de près de 15 points au mois d'avril (Figure 3). Du côté des services marchands, le constat reste identique : l'exposition aux chaînes de production mondiales pénalise le *transport et entreposage* (-15%) et la branche des *services aux entreprises* (-11%). Finalement, la diffusion de l'impact des mesures de confinement passe principalement par le commerce intra-branche.

Graphique 3. Contributions à la baisse de la valeur ajoutée en avril en Suède



Sources : WIOT, calculs OFCE.

La faiblesse de l'industrie manufacturière, lestée par les échanges internationaux, semble confirmée par les premières données dures disponibles. [Selon l'office statistique suédois](#), les exportations reculent de 17 % en glissement annuel, chiffre comparable avec la baisse du commerce mondial telle que mesurée par le CPB au cours du même mois (-16 % en

volume). Dans ce contexte, la production manufacturière serait inférieure de 17 % au mois d'avril par rapport à son niveau un an plus tôt.

Que peut-on dire sur la demande intérieure au T2 ?

Dans un contexte d'incertitude généralisée, la demande intérieure peut rester pénalisée. En effet, les ménages suédois peuvent légitimement se questionner sur les conséquences sur l'emploi du choc – essentiellement industriel- décrit ci-dessus. Par ailleurs, la peur de l'épidémie peut dissuader des consommateurs à réaliser certains achats impliquant des fortes interactions sociales même en absence de contraintes légales. Que nous apprennent les données suédoises du début du 2^e trimestre à propos de la demande intérieure suédoise?

En Suède, la consommation des ménages a reculé au mois de mars (-5 % en glissement annuel). Pour rappel les consignes de précaution et les mesures de distanciation physique ont été instaurées le 10 mars. La baisse s'est accentuée en avril, après un mois complet d'application des mesures (-10 % en glissement annuel). En effet, les mesures en place ont sanctionné les achats dans l'habillement (-37%), le transport (-29%), l'hébergement-restauration (-29%) et les loisirs (-11%). Si les données restent parcellaires, les ventes de détail du mois

de mai, indicateur qui ne couvre pas la totalité du champ de la consommation suggère que les ventes restent sévèrement affectées dans les magasins d'habillement (-32%). Par ailleurs, les immatriculations de véhicules neufs ont poursuivi leur chute en mai (-15 % sur un mois et -50 % en glissement annuel). Dans l'attente de données plus récentes sur l'activité dans le reste de l'économie, le volume d'heures travaillées[7] au mois de mai reste très faible dans l'hébergement-restauration (-50 %), dans les services aux ménages et la culture (-18%) suggérant que des pertes d'activité fortes et durables peuvent être attendues.

Point positif, les données montrent une tendance à la normalisation des achats des ménages au mois de mai pour certains postes de la consommation. Comme dans d'autres pays européens, le rebond a été particulièrement fort dans l'équipement du ménage, secteur où les ventes de détail ont retrouvé leur niveau d'avant-Covid et dans l'équipement sportif alors que la consommation alimentaire reste soutenue.

Au final, les mesures sanitaires prises en Suède depuis le début du confinement semblent proches de celles en place dans le reste en Europe depuis la levée progressive du confinement. Si les chocs sur la consommation de certains produits sont moins forts que ceux observés en France, on remarque que, dans le contexte de

l'épidémie, certains postes de la consommation peuvent être sévèrement affectés même en absence de fermetures administratives. Au-delà du choc récessif importé du reste du monde, la Suède souffrirait aussi d'une demande intérieure qui devrait rester contenue particulièrement dans certains secteurs. Le cas suédois suggère que les secteurs liés à l'habillement, de l'automobile, de l'hébergement-restauration et les services aux ménages et activités culturelles pourraient subir un choc durable même en absence de mesure contraignante. Selon les données disponibles au mois de mai, ce choc pourrait amputer la consommation des ménages de 8 points de la consommation des ménages, ce qui représente 3 points de PIB. La persistance du choc dépendra de l'évolution de l'épidémie en Suède comme dans le reste du monde.

[1]

Le cadre institutionnel suédois permet d'expliquer en partie cette réponse différenciée, misant plus sur la responsabilité individuelle que sur la contrainte (voir

<https://voxeu.org/article/sweden-s-constitution-decides-its-exceptional-covid-19-policy>).

La faible densité de population pourrait aussi expliquer la différence de comportement vis-à-vis du reste de l'Europe mais pas par rapport à ses voisins scandinaves.

[\[2\]](#)

Cet indicateur tente de synthétiser les mesures de confinement adoptées selon deux types de critères : d'une part la sévérité de la restriction pour chaque mesure répertoriée (fermeture des écoles, des entreprises, limitation des rassemblements, annulation d'événements publics, confinement à domicile, fermeture des transports publics, restriction aux voyages domestiques et internationaux) et d'autre part le caractère local ou généralisé de chaque mesure dans un pays. Pour une discussion sur l'indicateur voir le [Policy brief 69](#).

[\[3\] Les](#)

[exportations très dynamiques en mars 2020](#) (+ 39 % en valeur) portées par une forte demande de produits pharmaceutiques et informatiques ont permis de contrebalancer la chute de la demande intérieure irlandaise au premier trimestre .

[\[4\] Ce post](#)

de blog ne porte pas sur l'efficacité des mesures suédoises en ce qui concerne le cantonnement de l'épidémie. La mortalité liée à la covid-19 en Suède serait supérieure à celles des pays proches (Norvège, Finlande, Danemark) ce qui semble suggérer que la Suède a pris des risques supérieurs d'un point de vue épidémiologique. Ceci suscite des débats qui dépassent largement l'objet de ce post de blog mais qui méritent d'être soulevés.

[\[5\]](#) La contribution des échanges internationaux à la croissance peut être meilleur que prévue en lien avec les contraintes sur le tourisme international. En effet, en 2018 la Suède avait une balance touristique négative de 0,6 % de PIB (source : *OECD Tourism Statistics Database*) qui pourrait avoir un effet sur l'activité domestique si les voyages restent limités, notamment pendant l'été.

[\[6\]](#) Timmer, M. P., Dietzenbacher, E., Los, B., Stehrer, R. and de Vries, G. J. (2015), "An Illustrated User Guide to the World Input–Output Database: the Case of Global Automotive Production", *Review of International Economics.*, 23: 575–605

[\[7\]](#) Au mois de mai, le volume d'heures travaillées est en baisse de 8 % sur un an (après -15 %). En mai, le rebond des heures travaillées se retrouvent essentiellement dans l'industrie manufacturière et la construction. Dans les services marchands, le rebond est moins marqué voire inexistant.

Effets contrastés des mesures

de confinement au mois d'avril

[Magali](#)

[Dauvin](#) et [Paul](#)

[Malliet](#)

Dans les différents *Policy*

Brief qui ont été publiés par l'OFCE depuis le déclenchement de la Covid-19[\[1\]](#),

nous avons fait le choix méthodologique de fonder notre analyse à partir des

tables *input-output* de la base de

données entrées-sorties WIOD[\[2\]](#)

publiée en 2016. Cette dernière permet de pouvoir évaluer l'impact sur la

valeur ajoutée au niveau sectoriel (nomenclature NACE à 17 produits) du choc

mondial de confinement que plusieurs observateurs ont qualifié

The Great

Lockdown.

Récemment, nous avons évalué

l'impact économique des mesures de confinement pour le mois d'avril et

estimons que l'ensemble des mesures de restrictions prises à l'échelle

mondiale entraînerait une baisse du PIB mondial de 19 %[\[3\]](#).

Outre les effets propres à chaque pays, directement liés à la sévérité des restrictions

imposées sur leur territoire, les échanges internationaux conduisent également à

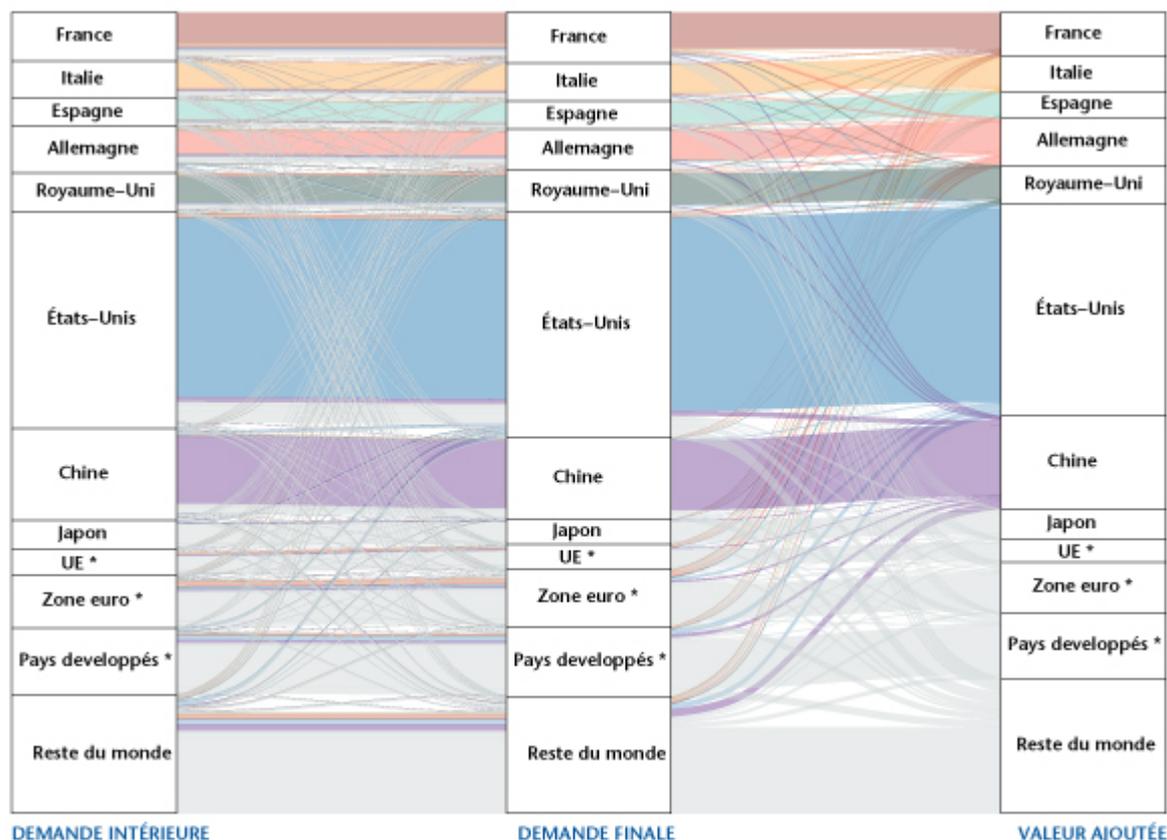
la propagation de ces chocs nationaux au reste du monde et un

effet de retour sur les économies domestiques. Au final, les effets finaux dépendent à la fois du degré d'ouverture de chaque pays mais également de leur spécialisation sectorielle et de leur intégration à la chaîne de valeur globale.

Diffusion du choc de confinement au mois d'avril

Dans l'approche retenue, la baisse de la demande dans chacune des économies se diffuse à l'économie mondiale par un effet direct de la baisse de la demande en biens finals importés (voir graphique 1, lignes reliant la colonne « Demande intérieure » à la colonne « Demande finale ») et aussi par l'ajustement induit des consommations intermédiaires (lignes de la colonne « Demande finale » à « Valeur ajoutée »).

Graphique 1. Diffusion du choc de confinement en avril à l'économie mondiale (en % du choc total)



Lecture : Pour les États-Unis, la hauteur de l'aire (bleu) entre la première colonne (Demande intérieure) et la deuxième colonne (Demande finale) correspond au montant de demande de produits américains par les résidents américains. L'aire (violet) entre ces deux mêmes colonnes correspond aux importations américaines de biens et services chinois pour satisfaire la demande intérieure. Tout ce qui se trouve en dessous mais toujours au niveau des États-Unis, correspond aux importations américaines en provenance des autres pays. Ce graphique permet de retracer depuis la dernière colonne (Valeur ajoutée), l'origine de la valeur ajoutée.

Sources : WIOD, calculs OFCE.

À titre illustratif, le graphique 1 retrace l'origine de la

valeur ajoutée et le mécanisme de diffusion du choc de confinement. Nous avons mis en évidence les pays que nous suivons particulièrement au sein du Département Analyse et Prévision, les autres apparaissent en gris clair. Prenons le cas de la Chine (en violet) puisque ces flux sont d'une importance telle qu'ils sont facilement remarquables. Le flux violet observé entre la première colonne et la deuxième colonne au niveau des États-Unis correspond aux importations de biens et services chinois une fois prises en compte les mesures de restrictions imposées aux États-Unis. Le flux observé liant les États-Unis dans la deuxième colonne à la Chine dans la troisième se lit comme le montant de valeur ajoutée liée aux exportations de biens et services américains (finaux et intermédiaires) vers la Chine.

Le commerce international joue en défaveur des pays qui avaient imposé des restrictions relativement moins sévères

Le Tableau 1 reprend la contribution de chaque zone géographique à la baisse de la valeur ajoutée mondiale et par pays. La contribution des États-Unis à la perte de production est la plus importante (- 5,4 points), cela est davantage dû à son poids dans la valeur ajoutée mondiale qu'à la sévérité des restrictions imposées au niveau domestique (23 % cf. tableau 1 du *Policy Brief* n° [69](#)). En effet, les mesures de confinement en vigueur dans le monde au mois d'avril 2020 génèrent une baisse de la valeur ajoutée américaine de près de 22% dont 20,1 points liés directement à la baisse de la demande américaine tandis que seuls 2

points sont imputables à la baisse de la demande intérieure dans le reste du monde.

Tableau. Contribution de chaque zone/pays à la baisse de la valeur ajoutée par zone

Pays	FRA	ITA	ESP	DEU	RU	USA	CHN	JPN	ZE*	UE*	Pdev*	RdM	Total
France	-24,8	-0,5	-0,5	-0,7	-0,5	-0,5	-0,2	0,0	-0,9	-0,3	-0,3	-0,9	-30,2
Italie	-0,9	-26,6	-0,3	-0,6	-0,4	-0,6	-0,2	0,0	-0,8	-0,5	-0,3	-1,0	-32,3
Espagne	-1,1	-0,4	-30,4	-0,5	-0,4	-0,3	-0,1	0,0	-0,9	-0,3	-0,3	-1,0	-35,9
Allemagne	-1,2	-0,6	-0,4	-14,4	-0,7	-1,2	-0,4	-0,1	-1,9	-1,0	-0,7	-1,4	-24,0
Royaume-Uni	-0,5	-0,3	-0,2	-0,4	-20,1	-0,8	-0,2	0,0	-1,0	-0,2	-0,4	-0,9	-25,1
États-Unis	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-20,1	-0,1	0,0	-0,3	-0,1	-0,5	-0,5	-22,1
Chine	-0,2	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,9	-12,2	-0,1	-0,3	-0,1	-0,6	-1,3	-16,2
Japon	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-1,0	-0,3	-8,3	-0,2	-0,1	-0,6	-1,0	-11,9
ZE*	-1,1	-0,6	-0,3	-1,2	-0,8	-0,9	-0,2	-0,1	-18,1	-0,8	-0,6	-1,5	-26,2
UE*	-0,9	-0,7	-0,4	-1,7	-0,7	-0,6	-0,2	-0,1	-2,2	-20,5	-0,5	-1,4	-29,9
Pays développés*	-0,2	-0,1	-0,1	-0,2	-0,3	-2,0	-0,7	-0,2	-0,4	-0,2	-16,3	-1,3	-21,9
RdM	-0,3	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-1,0	-0,5	-0,2	-0,5	-0,2	-0,6	-7,7	-12,0
Monde	-1,2	-0,9	-0,7	-1,0	-1,0	-5,4	-2,0	-0,6	-1,4	-0,6	-1,7	-2,8	-19,3

Notes : la mention * signifie qu'il s'agit des pays restant de la zone, eg. ZE* signifie zone euro hors France, Italie, Espagne et Allemagne.

Lecture du tableau : la valeur ajoutée française chuterait de 30 % au mois d'avril, dont 25 points sont dus aux mesures de confinement en France tandis que près de 5 points sont perdus en raison des mesures imposées dans les autres pays (30,2 – 24,8). Cela passe par une baisse des demandes finale et intermédiaire.

Sources : WIOT, calculs OFCE.

Le diagnostic est le même pour la Chine, dont le choc est faible au regard de celui évalué chez ses homologues [4].

En revanche, la position de la Chine en amont des chaînes de production dans l'industrie (les matériels de transports, la fabrication d'équipements

électriques et d'autres produits industriels) entraîne une contribution du choc

dans le reste du monde plus élevée (-16,2 – 12,2 = -4) qu'aux États-Unis. Le

constat est d'autant plus remarquable pour l'Allemagne puisque près de 40 % de

la perte de VA est due à une chute de la demande dans le reste du monde, soit

une contribution de – 10 points. La baisse des importations mondiales de biens

industriels allemands pour usages intermédiaires constitue la plus grosse

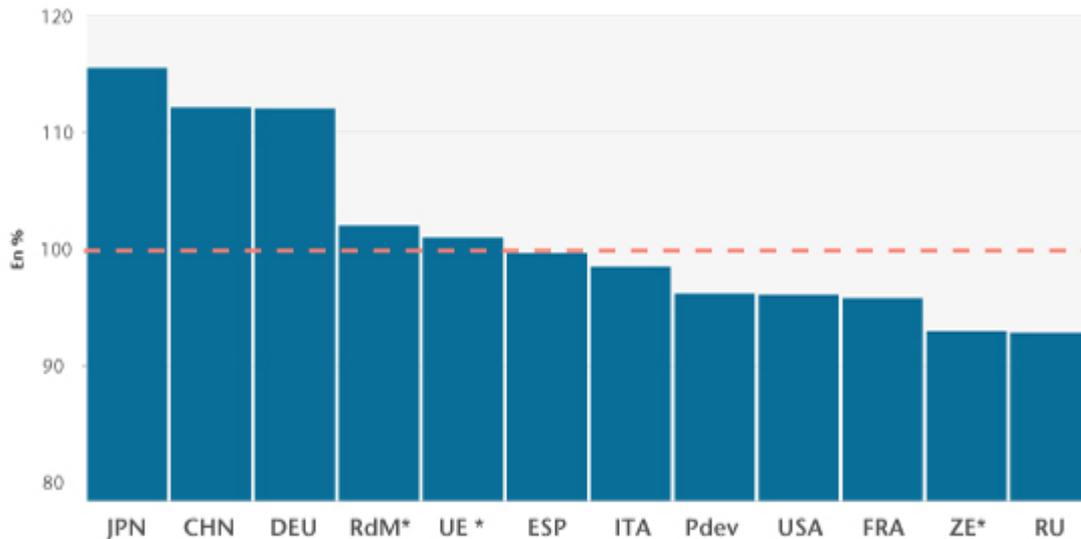
contribution.

L'exposition des autres pays de la zone euro et de l'Union européenne [\[5\]](#) est similaire à celle de l'Allemagne en termes d'ampleur et des produits affectés par le choc de confinement. La France, L'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni sont quant à eux relativement moins soumis au reste du monde considérant une contribution de l'ordre de 15 % à la baisse de leur VA, soit près de 5 points. Cela tient à leur position davantage en aval dans les chaînes de production mondiale.

Ces résultats illustrent l'hétérogénéité des impacts du confinement mondial sur les différentes économies du globe, en fonction de leur exposition au commerce international, et qui conduit à avoir des pays pour lesquels l'impact sur l'activité est plus fort que le choc de demande initial tandis que pour d'autres cela est l'inverse. Le rapport entre ces deux variables (Demande intérieure/Valeur ajoutée) montre que les pays qui disposent structurellement d'une balance commerciale excédentaire (Allemagne, Chine, Japon) sont ceux qui perdent le plus (graphique 2).

Une meilleure prise en compte du tourisme pourrait modifier quelque peu ce résultat, en particulier pour les principales destinations touristiques mondiales (la France, l'Espagne ou l'Italie). Pour ceux-là, le ratio pourrait se dégrader et inversement, il pourrait s'améliorer pour ceux dont ces touristes étrangers sont originaires).

Graphique 2. Ratio entre les variations de VA et de demande intérieure



Notes : * signifie qu'il s'agit des pays restant de la zone, eg. Zone Euro* englobe les pays de la zone euro hors France, Italie, Espagne et Allemagne. La ligne verticale en pointillé coupe l'axe des abscisses à 100, situation où la zone géographique n'a pas vu une perte de valeur ajoutée amplifiée ni atténuée par le commerce extérieur et les chaînes de production.

Lecture : Pour une hausse de 100\$ de la demande intérieure française, la valeur ajoutée de ses entreprises augmente de 90\$.

Sources : WIOT, calculs OFCE.

En définitive, les pays les plus impactés par les mesures de confinement prises en avril sont les pays européens. En premier lieu pour ceux où le confinement a été le plus strict, en particulier la France, l'Espagne et l'Italie mais également ceux pour lesquels la contribution extérieure à la baisse de l'activité est plus importante malgré des politiques de confinement moins sévères, l'Allemagne étant particulièrement affectée par ce canal.

Cette évaluation a été réalisée et publiée dans le [Policy Brief n°69](#)

et reste circonscrite à la période de de confinement en avril. Elle ne constitue donc pas une évaluation de l'impact total, lui-même dépendant de la vitesse à laquelle les différentes restrictions seront levées à travers le monde.

[1] Les *OFCE Policy Brief* n°[65](#),
[66](#)
et [69](#).

[2] Timmer M. P., Dietzenbacher E., Los B., Stehrer R. et de Vries G. J.,
2015, « An Illustrated User Guide to the World Input–Output Database: The Case of Global Automotive Production », *Review of International Economics.*, n° 23, pp. 575-605.

[3] Voir
Département analyse et prévision de l'OFCE, 2020 : « [Évaluation au 20 avril 2020 de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des mesures de confinement sur l'économie mondiale en avril 2020.](#) »

[4] Des mesures
de confinement ont été mises en place entre le 23 janvier et le 25 mars 2020 en Chine. Dès la mi-mars, certaines commençaient à être levées.

[5] Ces
groupes de pays sont notés ZE* et UE* dans le tableau
1.

Observe-t-on une amélioration de la production industrielle en mai ? Une réponse à partir de l'analyse de la consommation d'électricité

par [Eric Heyer](#)

En indiquant une chute de plus de 21 %, les chiffres de la production dans l'industrie manufacturière pour le mois d'avril, [publiés par l'INSEE le 10 juin](#), ont douché l'espoir entretenu par les [enquêtes de la Banque de France](#) d'un effondrement de moindre ampleur par rapport au mois de mars.

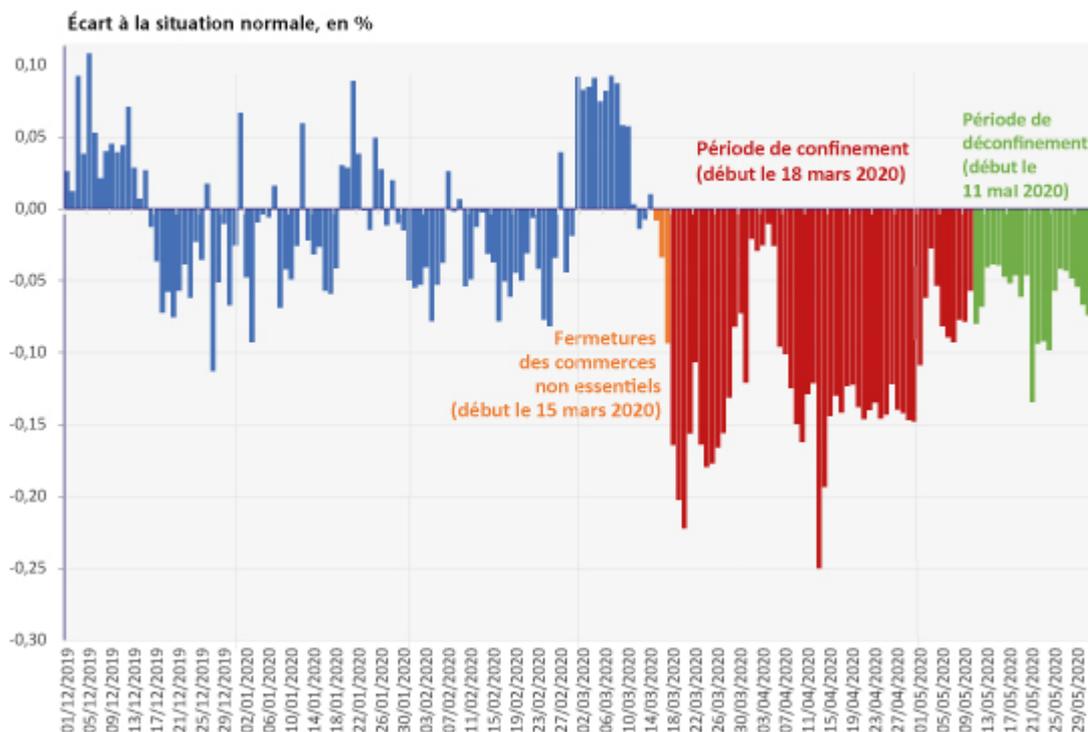
Ce résultat en forte baisse est en revanche en ligne avec [l'analyse que nous faisons le mois dernier](#) à partir de la consommation totale d'électricité en France. Une fois purgée des effets saisonniers, des jours fériés, des aléas météorologiques (écart entre la température journalière et la normale saisonnière) et des gains d'efficacité énergétique, il apparaissait très clairement que la consommation d'électricité observée depuis le début du confinement se situait très en deçà de sa valeur attendue, dont la raison

pourrait être une moindre utilisation des équipements productifs. Sur la base d'une relation économétrique, nous avons anticipé une baisse de l'IPI de plus de 18 %, confirmant le caractère inédit de la crise depuis la création de cet indice et infirmant tout début d'amélioration de la situation dans l'industrie en avril (graphique 3).

Les données

([Réseau de Transport d'électricité](#)), observées au cours du mois de mai indiquent que cette consommation est restée, malgré le déconfinement, encore très nettement inférieure à celle attendue en période normale d'activité (graphique 1).

Graphique 1. Consommation d'électricité journalière en France purgée des effets saisonniers, des jours fériés, des aléas météorologiques et des gains d'efficacité énergétique



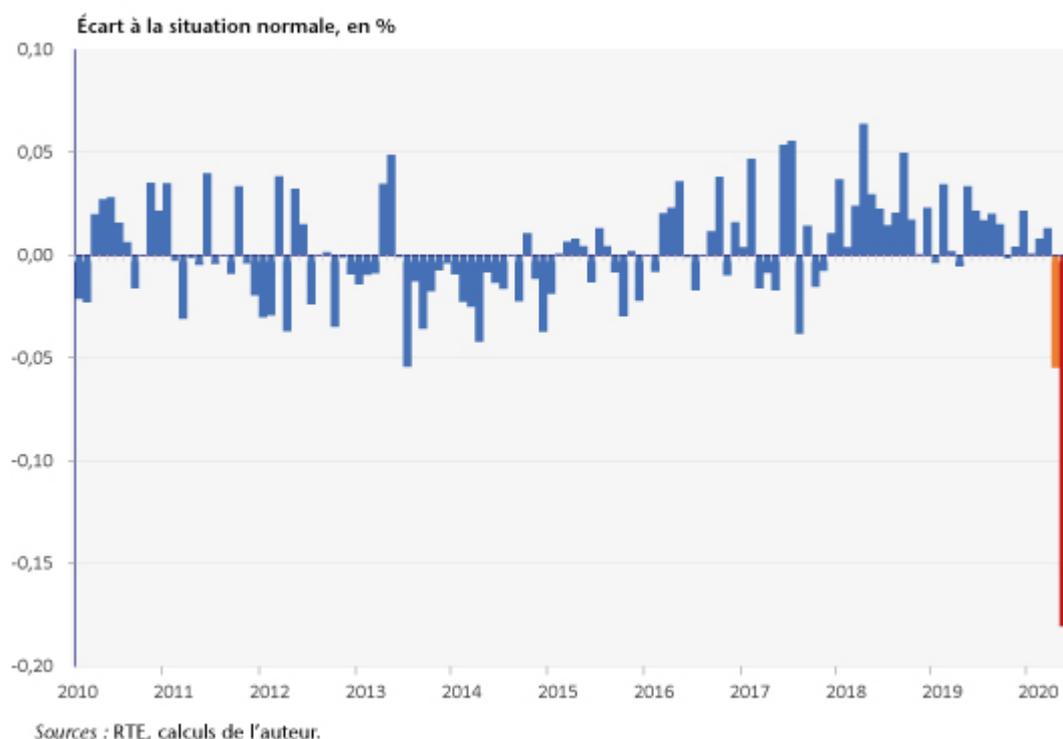
Sources : RTE, calculs de l'auteur.

Agrégée en

donnée mensuelle, la consommation d'électricité a été

inférieure de près de 15 %
par rapport à une « situation normale » en mai contre 18 % en
avril
(graphique 2)

Graphique 2. Consommation d'électricité mensuelle en France « purgée »

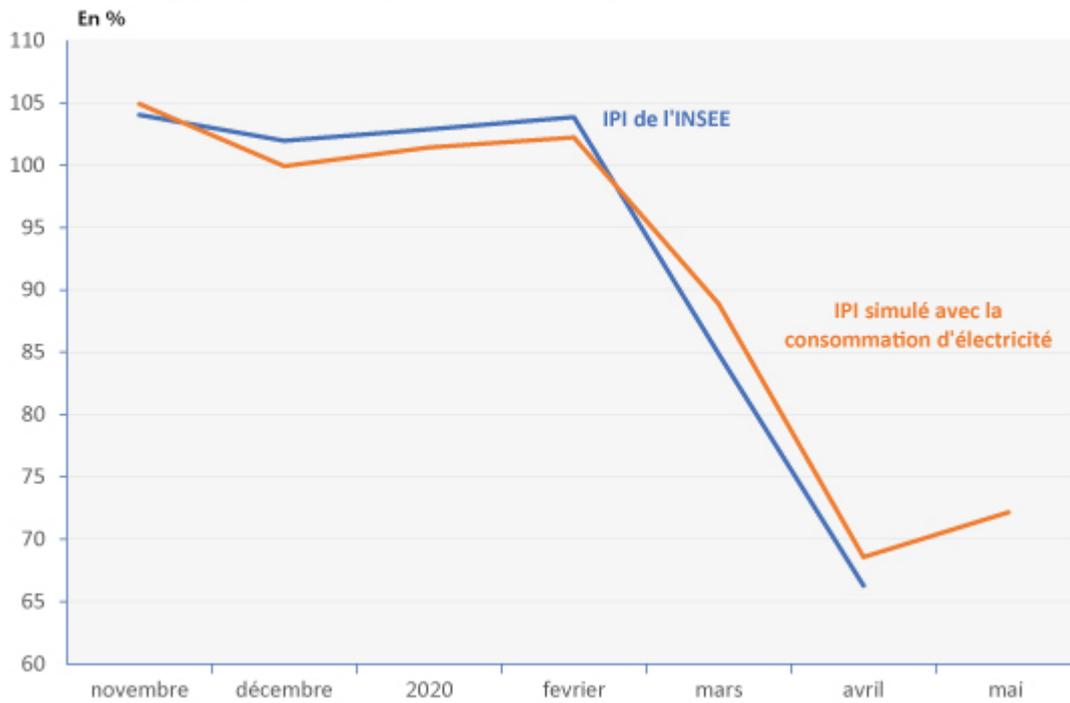


Une fois
corrigée de ses composantes non conjoncturelles, la
consommation d'électricité
permet d'expliquer une partie des variations de l'indice de
production industrielle
(IPI). Sur la période 2010-2019, nous avons estimé un modèle
statique reliant l'IPI
et la consommation d'électricité[1].

Sur la base
de ce modèle économétrique, nous pouvons tenter d'estimer de
façon anticipée l'IPI
du mois de mai 2020 qui sera publié le 10 juillet 2020
(Graphique 3). D'après
nos estimations, ce dernier pourrait connaître une hausse de 8
%. L'industrie
tournerait alors à 70% de sa capacité d'avant la crise

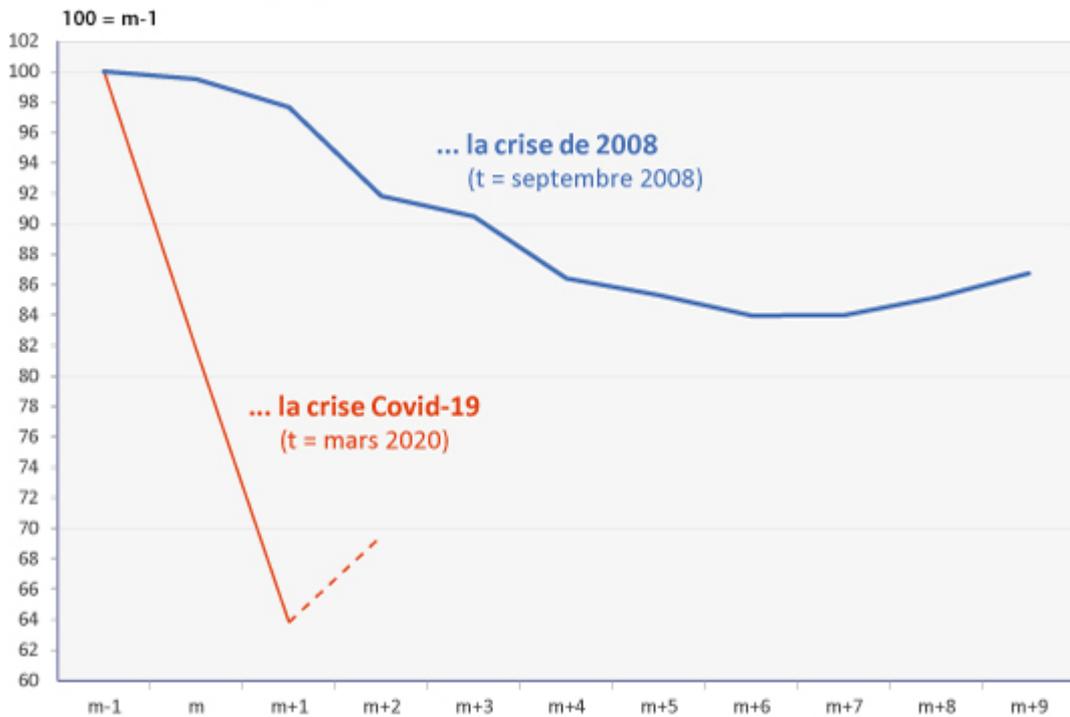
(graphiques 3).

Graphique 3. Une prévision de l'IPI pour le mois de mai 2020



Sources : INSEE, calculs de l'auteur.

Graphique 4. La baisse de l'IPI au moment de...



Sources : INSEE, calculs de l'auteur.

[1] Cette relation entre l'IPI et la consommation d'électricité a été

estimée par la méthode DOLS (Dynamic Least Squares), le nombre de *lag* et de *lead* étant déterminé à l'aide du critère Akaike.

Les comptes nationaux à l'épreuve du coronavirus

par [Sabine Le Bayon](#) et [Hervé Péléraux](#)

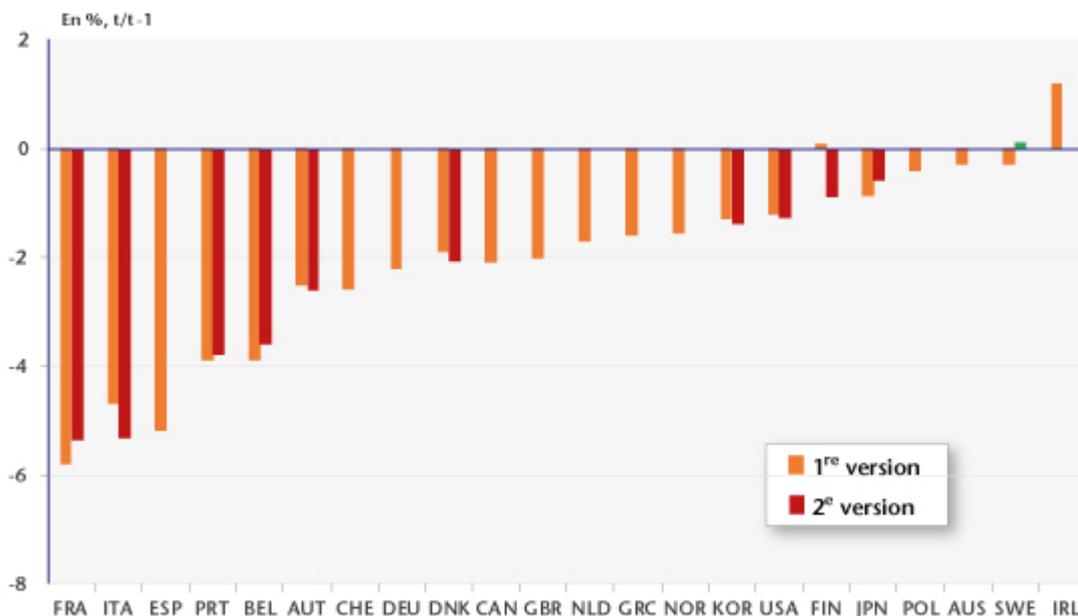
À la fin du mois d'avril, ou à la mi-mai pour certains pays, les instituts statistiques nationaux des pays développés ont publié une première version des comptes du premier trimestre.

Marquée d'abord par la détérioration des perspectives du commerce et du tourisme, puis progressivement à partir de la mi-mars par l'instauration de mesures de confinement destinées à lutter contre la propagation du virus, l'activité économique était attendue en forte baisse sur l'ensemble du trimestre. Sans surprise, les chiffres de croissance du PIB ont déjà concrétisé, dans leur version provisoire, les effets économiques de ce confinement durant les deux dernières semaines du trimestre.

Parmi les pays industrialisés ayant publié leurs premiers

comptes, les États-Unis et le Royaume-Uni paraissent moins affectés que les pays européens et, parmi les pays européens, la France, l'Italie et l'Espagne affichent les chutes du PIB les plus fortes (Graphique). À l'autre bout du spectre, la Pologne, l'Australie, la Suède et l'Irlande ressortent pour le moment quasiment indemnes de la crise en comparaison des pays ayant subi les contractions les plus fortes.

Graphique. Taux de croissance du PIB au premier trimestre 2020



Ces disparités observées de l'effet de la pandémie et du confinement sur la croissance proviennent en premier lieu des chocs d'origine interne subis par les économies, avec la durée du confinement qui détermine le temps de mise en veille de l'activité ainsi que son intensité qui régit l'étendue des arrêts d'activité. Elles s'expliquent aussi par le degré d'ouverture des pays et leur exposition différenciée aux chocs subis par leurs partenaires commerciaux. Elles peuvent enfin résulter des problèmes de construction des comptes nationaux dans le contexte inédit de la

crise du Covid-19 et de la manière dont les instituts statistiques nationaux ont remédié aux difficultés inhérentes à la situation[1].

La plupart des instituts statistiques souligne que ces résultats sont davantage susceptibles qu'à l'accoutumée d'être révisés. L'expérience passée illustre à cet égard la difficulté de prendre la mesure de l'impact des chocs majeurs sur l'activité économique. Lors de la grande récession de 2008/09, les révisions des comptes nationaux entre la première version publiée à l'époque et la version d'aujourd'hui ont quasiment toujours été faites à la baisse, tant pour les trimestres de grande récession que pour l'évaluation de la croissance en moyenne annuelle (Tableau 1). Dans la situation actuelle, incommensurablement plus grave qu'en 2008/09 et où les chiffres de récession se comptent en points de PIB et non plus en dixièmes de points, les révisions des comptes nationaux risquent de revêtir une ampleur jamais vue.

Tableau 1. Révisions des taux de croissance du PIB durant la récession de 2008/2009

En %

	Trimestres						Années					
	T4 2008			T1 2009			2008			2009		
	Prov.	Déf.	Écart	Prov.	Déf.	Écart	Prov.	Déf.	Écart	Prov.	Déf.	Écart
FRA	-1,2	-1,4	-0,2	-1,2	-1,6	-0,4	+0,7	+0,1	-0,6	-2,2	-2,8	-0,6
DEU	-2,1	-1,6	+0,5	-3,8	-4,7	-0,9	+1,0	+0,7	-0,3	-4,9	-5,6	-0,7
ITA	-1,8	-2,5	-0,7	-2,4	-2,8	-0,4	-0,9	-1,0	-0,1	-4,9	-5,3	-0,4
ESP	-1	-1,6	-0,6	-1,9	-2,6	-0,7	+1,2	+0,9	-0,3	-3,6	-3,8	-0,2
GBR	-1,5	-2,1	-0,6	-1,9	-1,7	+0,2	+0,7	-0,3	-1,0	-5,0	-4,2	+0,8
USA	-1,6	-2,2	-0,6	-1,5	-1,1	+0,4	+1,1	-0,1	-1,2	-2,4	-2,5	-0,1

Sources : OCDE, base de données sur l'analyse des révisions.

Le processus de révision des comptes du premier trimestre 2020 a d'ailleurs été engagé un mois après la publication de leur version préliminaire. La contraction du PIB français, initialement estimée à -5,8 % le 30 avril, ce qui plaçait l'Hexagone en queue de peloton, a été révisée à la baisse à -5,3 % selon la deuxième estimation rendue publique le 29 mai. Symétriquement, l'Italie qui avait publié une contraction de son PIB de -4,7 % dans sa version provisoire de fin avril, l'a révisée à -5,3 % le 29 mai. Au final, en l'état de l'information à la fin mai, la France et l'Italie affichent des résultats égaux au premier trimestre 2020 (Graphique).

D'autres pays

ont également révisé leurs comptes, certains à la baisse, d'autres à la hausse (Tableau 2).

En tout état de cause, ce processus de révision des comptes n'en n'est qu'à son début. Une étape majeure sera franchie l'année prochaine une fois que les comptes trimestriels auront été calés sur les comptes annuels de 2020. Ces comptes annuels, révisés à deux reprises jusqu'à leur version définitive en 2023, révéleront alors progressivement l'ampleur d'une récession incomparable

dont on ne perçoit actuellement que les prémisses.

Tableau 2. Premières révisions des comptes nationaux du T1 2020

En %

	1 ^{re} version	2 ^e version	Révision
France	-5,8	-5,3	+0,5
Suède	-0,3	0,1	+0,4
Japon	-0,9	-0,6	+0,3
Belgique	-3,9	-3,6	+0,3
Portugal	-3,9	-3,8	+0,1
Finlande	0,1	-0,9	-1,0
Italie	-4,7	-5,3	-0,6
Danemark	-1,9	-2,1	-0,2
Corée du Sud	-1,3	-1,4	-0,1
États-Unis	-1,2	-1,3	-0,1
Autriche	-2,5	-2,6	-0,1

Sources : comptabilités nationales.

[1] Voir sur ce point Eurostat, « [Guidance on quarterly national accounts estimates in the context of the covid-19 crisis](#) », *Methodological Note*, 24 avril 2020. Voir aussi pour la France, « [La statistique publique à l'épreuve de la crise sanitaire](#) », Jean-Luc Tavernier, *blog de l'INSEE*, 6 mai 2020.

Doit-on s'attendre à une

nouvelle chute historique de la production industrielle en avril ? Une réponse à partir de l'analyse de la consommation d'électricité

par [Eric Heyer](#)

Après seulement 15 jours de confinement, la production dans l'industrie manufacturière avait chuté de plus de 18 % au mois de mars. Auparavant, la plus forte baisse jamais enregistrée par l'INSEE était de 6 % en novembre 2008. Cette chute historique confirme, après la publication de la croissance du PIB au premier trimestre, l'ampleur inédite des conséquences de cette pandémie et des mesures sanitaires sur l'industrie française.

[Comme](#)

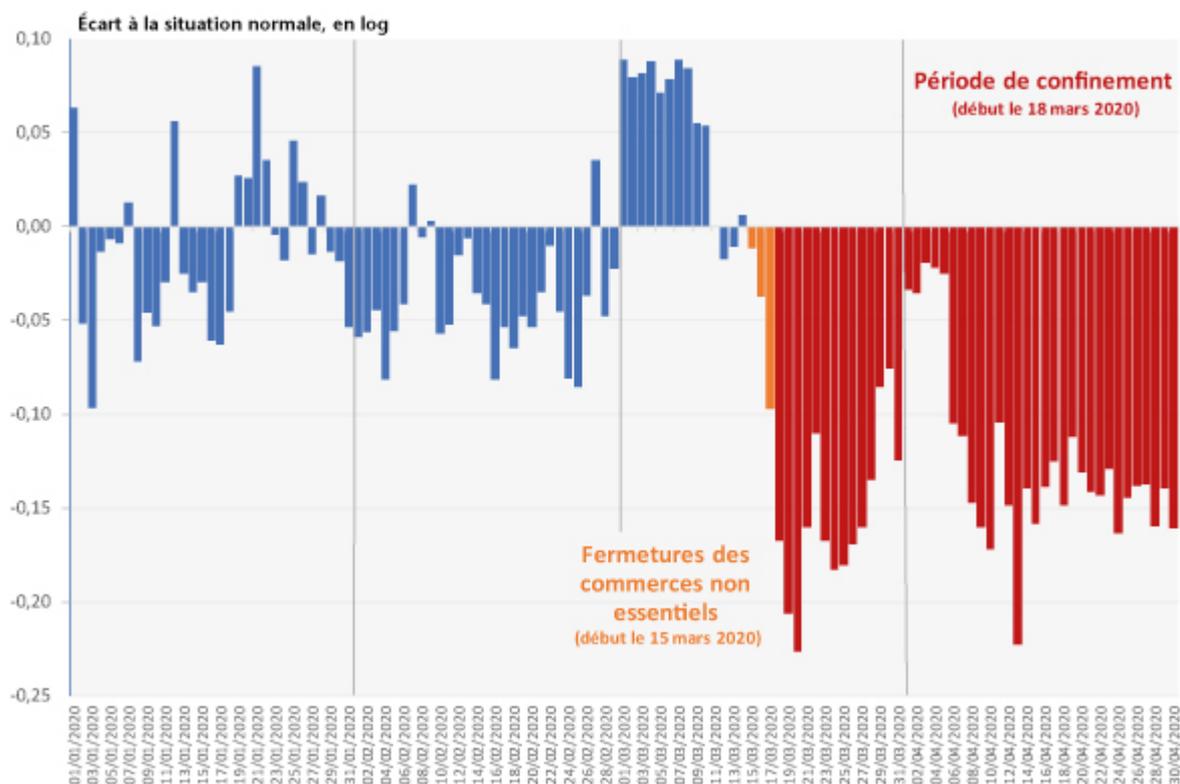
[nous l'avions indiqué dans un post précédent](#), cette baisse s'observe également dans la consommation totale d'électricité en France. Une fois purgée des effets saisonniers, des jours fériés, des aléas météorologiques (écart entre la température journalière et la normale saisonnière) et des gains d'efficacité

énergétique, il apparaît très clairement que la consommation d'électricité observée depuis le début du confinement se situe très en deçà de sa valeur attendue, dont la raison pourrait être une moindre utilisation des équipements productifs.

Les données

([Réseau de Transport d'électricité](#)), observées au cours du mois d'avril indiquent que cette consommation est restée inférieure à celle attendue en période normale d'activité (graphique 1).

Graphique 1. Consommation d'électricité journalière en France purgée des effets saisonniers, des jours fériés, des aléas météorologiques et des gains d'efficacité énergétique

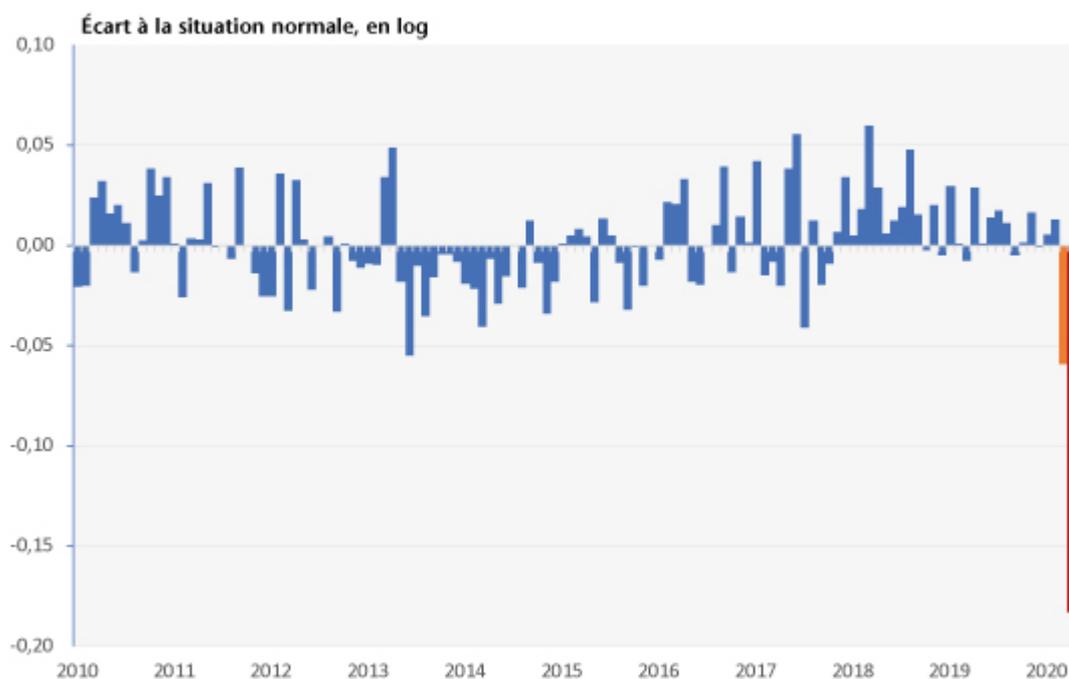


Sources : RTE, calculs de l'auteur.

Agrégée en donnée mensuelle, la baisse observée au mois d'avril est la plus importante

jamais enregistrée au cours de la période analysée (graphique 2) : en avril 2020, la consommation d'électricité a été inférieure de près de 18 % par rapport à une « situation normale ».

Graphique 2. Consommation d'électricité mensuelle en France « purgée »



Sources : RTE, calculs de l'auteur.

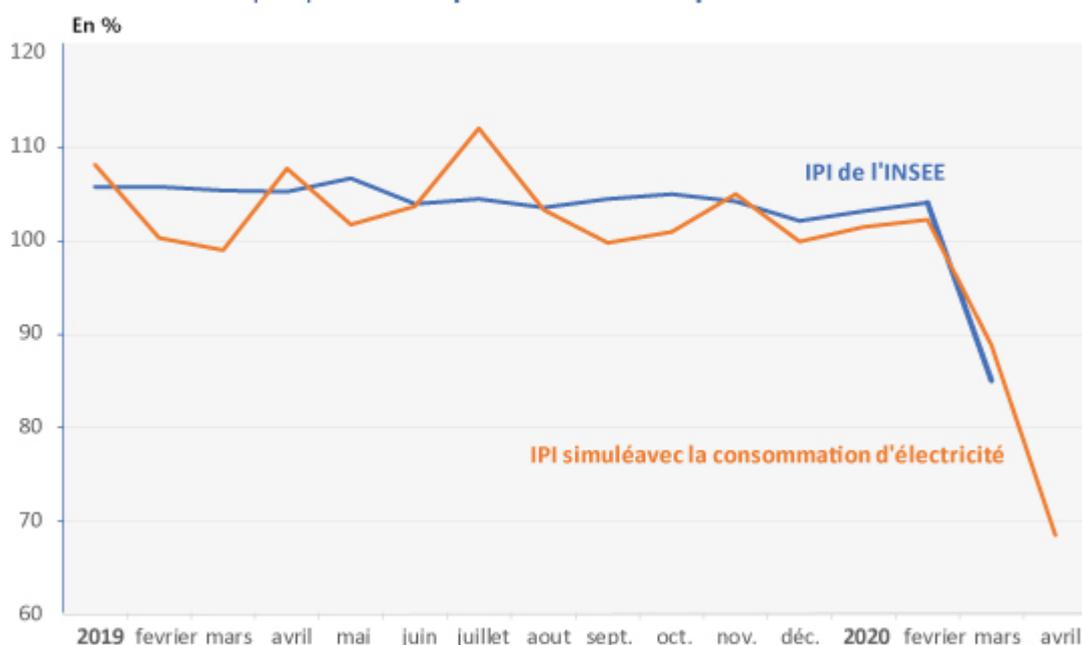
Une fois corrigée de ses composantes non conjoncturelles, la consommation d'électricité permet d'expliquer une partie des variations de l'indice de production industrielle (IPI). Sur la période 2010-2019, il existe une relation de long-terme – cointégration – entre l'IPI et la consommation d'électricité[1].

Sur la base de cette relation économétrique, nous pouvons tenter d'estimer de façon anticipée l'IPI du mois d'avril 2020 qui sera publiée le 10 juin 2020. D'après nos estimations, ce dernier pourrait connaître, comme au mois de

mars, une baisse d'environ 18 %, confirmant le caractère inédit de la crise depuis la création de cet indice (graphique 3).

Compte tenu du fait que l'ensemble du mois d'avril a été sous confinement contre 15 jours au mois de mars, une nouvelle baisse mensuelle de 18% ne serait pas le signe d'une chute de moindre d'ampleur comme indiqué par les [enquêtes de la Banque de France](#).

Graphique 3. Une prévision de l'IPI pour avril 2020



Sources : INSEE, calculs de l'auteur.

Cette chute après seulement 6 semaines de confinement équivaldrait à une baisse déjà deux fois supérieure à celle observée au cours des huit trimestres de la Grande Récession (graphiques 4).

Graphique 4. La baisse de l'IPI au moment de...



Sources : INSEE, calculs de l'auteur.

L'intégration

dans un modèle économétrique estimant le PIB indique qu'une telle baisse de l'IPI correspondrait à une chute de près de 5 % du PIB mensuel, impact comparable à l'hypothèse retenue dans [l'évaluation de l'OFCE du 20 avril 2020](#).

[1] Cette relation de cointégration a été modifiée par rapport au post précédent qui intégrait également l'emploi industriel. Dans l'analyse qui suit, la relation de cointégration entre l'IPI et la consommation d'électricité a été estimée par la méthode DOLS (Dynamic Least Squares), le nombre de lag et de lead étant déterminé à l'aide du critère Akaike.

Une croissance de -8% en 2020 est-elle encore possible ?

par [Eric Heyer](#)

L'Insee vient de publier [le chiffre de la croissance au premier trimestre 2020](#). D'après l'institut français de statistiques, le recul du PIB au premier trimestre a été de 5,8%, soit la plus forte baisse trimestrielle jamais enregistrée depuis 1949. S'il convient de rappeler que dans un contexte de crise économique, la première version des comptes nationaux est à prendre avec la plus grande prudence et qu'une révision significative de ceux-ci est à attendre dans les mois à venir, il ne fait cependant aucun doute qu'une fois la version définitive du premier trimestre publiée, elle effacera des tablettes la contraction du deuxième trimestre de 1968 de -5,3% observée à la suite de la plus grande grève générale (statisticiens compris) de mai-juin.

Cette première estimation de l'activité au premier trimestre confirme [notre évaluation de recul de près d'un tiers de l'activité](#) pendant la période de

confinement. Une chute de 32 % de l'activité au cours de deux semaines de confinement sur les treize semaines du premier trimestre engendrerait à elle seule une contraction de 5% du PIB trimestriel.

Dans ces conditions, le recul au deuxième trimestre devrait être d'au moins 13% dans le cas d'un retour immédiat à l'activité dès le 11 mai. Sous l'hypothèse, qui était celle du gouvernement lors de l'élaboration de [la Loi de finances rectificative pour 2020 du 25 avril](#), d'un retour progressif à la normale d'ici début septembre, le recul au deuxième trimestre devrait se situer aux alentours de -26 %. L'épargne forcée des ménages, non consommée depuis le début du confinement, qui s'établirait à près de 55 milliards à la fin du confinement (cf [OFCE](#), [BdF](#) sur ce sujet), s'élèverait fin août à près de 115 milliards d'euros, soit 8,6% de leur RdB annuel.

Pour atteindre -8% en moyenne annuelle en 2020, qui est l'hypothèse du gouvernement dans le PLFR 2020, la croissance trimestrielle au cours du second semestre devrait être de 28% ou, compte tenu du retour progressif à la normale de l'économie, de 35% au troisième trimestre et 16% au quatrième.

Comme l'indique le tableau, ce scénario suppose par ailleurs une forte désépargne des ménages au cours des quatre

derniers mois de l'année : sans désépargne, la croissance en 2020 s'établirait à -11%, le solde des APU à -11 points de PIB et la dette publique dépasserait les 120 points de PIB.

Derrière l'hypothèse de -8% du gouvernement en 2020 se cache ainsi un scénario de reprise en V. Ce rebond exceptionnel de l'économie française dès le second semestre de cette année suppose non seulement un retour progressif à la normale de l'activité en septembre mais aussi une désépargne rapide et significative des ménages au cours des quatre derniers mois de l'année alors que la crise sanitaire ne sera probablement pas résolue et que les cicatrices économiques (hausse du chômage, baisse du prix des actifs) pourraient inciter les ménages à désépargner moins vite. Enfin, ce scénario déboucherait sur un acquis de croissance de près de 19% en 2021 par rapport à 2020.

Tableau. Comment comprendre le scénario de croissance pour 2020 du gouvernement dans le PLFR 2020

	2020				2020	2021 (acquis)
	t1	t2	t3	t4		
Retour progressif de l'économie à la normale début septembre sans désépargne des ménages						
PIB (en %)	-5,8	-26	33	8	-11	12
Solde des APU (en pts de PIB)					-10,8	
Dette publique (en pts de PIB)					124	
Scénario compatible avec le chiffre de croissance annuel du gouvernement dans le PLFR 2020						
PIB (en %)	-5,8	-26	35	16	-8	19
Solde des APU (en pts de PIB)					-9,0	
Dette publique (en pts de PIB)					115	

L'économie au temps du COVID-19

par [Xavier Timbeau](#)

Peut-on faire du calcul économique face à une crise sanitaire ? Poser la question semble obliger à répondre non. Pourtant, nous allons nous livrer à cet exercice morbide, espérant y trouver quelques éléments utiles à la réflexion pour les décisions difficiles à prendre dans les prochains jours.

Les épisodes passés analysés après le SARS-Cov de 2003

La première question est de savoir quelles peuvent être les conséquences économiques d'un scénario de pandémie grave (c'est-à-dire comparable à la grippe espagnole de 1918). Quelques études nous renseignent sur ce point. [McKibbin et Fernando ont mis à jour des travaux de simulations macroéconomiques réalisés après l'épisode du SARS-Cov en 2003](#), repris dans un [ebook publié par VoxEU](#) très récemment et étoffé d'autres analyses économiques.

L'objectif de ces travaux était de quantifier l'impact économique d'une pandémie. Les résultats sont impressionnants. Appliqué au COVID-19, l'impact dépend des scénarios de morbidité (nombre de personnes en incapacité pendant quelques semaines à la suite de la maladie), de

mortalité (nombre de décès) et d'extension de la pandémie. Il pourrait atteindre jusqu'à presque -10 points de PIB mondial suivant les scénarios.

Le scénario le pire est celui d'une pandémie globale d'ampleur comparable à la grippe espagnole de 1918 induisant le décès de 22 millions de personnes. Aucun pays n'y échappe, même si l'effet n'est pas le même suivant le niveau de développement ou suivant l'efficacité du système de soins. Ces chiffres rejoignent d'autres études, suscitées par les craintes au moment de l'épidémie de SARS-Cov en 2003, qui analysaient l'impact possible d'un scénario « grippe espagnole » et qui le transposaient de 1918 à nos jours. Là encore, dans le pire des cas, c'est-à-dire ceux dans lesquels une grande part de la population mondiale est infectée conduisent à des effets de cet ordre de grandeur. [Le Congress Budget Office avait ainsi estimé en 2005 une perte d'activité annuelle de l'ordre de 5 points de PIB](#), la [Banque mondiale avait un diagnostic proche](#), publié en 2006. D'autres études peuvent conclure à des conséquences moins graves (en particulier le travail de [James et Sargent de 2007](#)). Les différences principales tiennent aux scénarios sanitaires retenus et en particulier la morbidité et la mortalité. Ces scénarios eux-mêmes reposent sur des appréciations différentes selon les modes de transmission des pandémies entre 1918 et aujourd'hui. On

peut retenir que dans le cas d'une pandémie globale grave, les impacts sur le PIB la première année se situent dans une fourchette allant de -1 point de PIB à près de -10 points de PIB, puis nuls à moyen terme. L'analyse d'autres scénarios de pandémies comme la grippe dite asiatique de 1957 ou celle dite de Hong Kong de 1968, d'extension et de gravité moindres entre dans ce cadre.

2 canaux : l'absentéisme et la rupture des interactions sociales

Il y a deux canaux principaux. Le premier est un choc d'offre, déclenché par les absences au travail et la perturbation des chaînes de production. Tous les secteurs ne connaissent pas les mêmes impacts mais les interdépendances entre secteurs diffusent les effets à toute l'économie, soit par des ruptures de quantité ou par des effets de prix à la suite des pénuries.

Le second est un canal de demande, touchant les secteurs économiques où les interactions sociales sont déterminantes. Les mesures de confinement délibérées et décidées par les pouvoirs publics : comme en Chine au début de l'épidémie ou en Italie très récemment) se combinent avec des mesures d'auto-confinement (on ne va plus faire du tourisme dans des zones infectées, on ne va plus dans des lieux publics – cinéma, théâtre, restaurant, transport. Les secteurs les plus touchés sont ainsi tous ceux qui procèdent du tourisme (qu'il soit privé

ou professionnel, interne à un pays ou de clients étrangers), des services à la personne ou encore de certains achats qui seront reportés, particulièrement dans le secteur manufacturier. Les impacts à court terme peuvent être différents selon les secteurs : les baisses d'activité de certains secteurs pourront être compensées demain (les achats de biens durables) alors que certaines pertes d'activité sont irrécupérables (les spectacles annulés ne feront pas plus d'entrées après la crise sanitaire). De nombreuses entreprises, y compris de grande taille, peuvent être acculées à la faillite, ce qui supposerait de longues années pour reconstruire les capacités, surtout si des politiques différentes selon les pays conduisent à des relocalisations d'activité.

On peut imaginer également des effets cliquets, l'expérience de la privation pouvant se prolonger au-delà de la crise sanitaire ; mais généralement, on estime que les effets de la pandémie s'estompent assez rapidement une fois passée la crise sanitaire, c'est-à-dire au bout d'une dizaine de semaines.

On ajoute parfois des effets d'incertitude ou liés aux paniques financières. Cependant, une crise sanitaire a une date de fin assez prévisible. Son ampleur peut être plus ou moins grande, mais ce n'est pas tant l'incertitude que les réponses de politiques publiques qui comptent.

Les réponses

sanitaires sont déterminantes quant à la gravité de la pandémie

La réponse de politique sanitaire est déterminante pour limiter la gravité de la pandémie. Seule une fraction des cas donne lieu à des situations critiques (estimé autour de 20% dans le cas du COVID-19 par l'OMS) qui nécessitent des soins particuliers. Une fraction de cette fraction nécessite des soins critiques (ou soins intensifs). Le renforcement des hôpitaux, en concentrant les centres de soins intensifs sur les cas les plus graves et en reportant les demandes de soins plus ordinaires sur d'autres structures, la concentration des moyens sur les infrastructures de soins, le report des activités sanitaires non urgentes, le renforcement des moyens des hôpitaux, y compris la rémunération des personnels soignants sont autant d'éléments essentiels.

Mais, parce qu'il contribue à limiter l'engorgement des centres de soins en brisant les chaînes de contamination et en ralentissant la cinétique de la pandémie, le confinement de la population est déterminant dans le bilan sanitaire. Ainsi, [deux analyses conduites en comparant les différentes villes américaines pendant la grippe espagnole de 1918](#) montrent que les stratégies de confinement ont un rôle essentiel pour limiter la mortalité pendant la pandémie. Ayant adopté des

politiques de confinement plus ou moins restrictives et surtout plus ou moins précoces, les villes ont eu des conséquences très différentes en termes de mortalité. Les politiques de confinement les plus restrictives auraient diminué de moitié la mortalité. D'autres analyses corroborent ces éléments. Par exemple [cette analyse de la fermeture des écoles en cas d'épidémie aux États-Unis](#) estime une réduction de 40% du flux de malades au pic. Sur la base d'un modèle à agents, calibré sur des scénarios de pandémie observés, [Laura Fumanelli et ses co-auteurs](#) concluent qu'une politique de fermeture des écoles pendant deux semaines peut réduire jusqu'à 50% l'engorgement du système de santé au pic. Une conséquence de ce confinement est l'absentéisme du personnel de santé, mais cet effet ne suffit pas à contrebalancer le soulagement apporté en cas de pandémie étendue.

Le coût économique du confinement est important. La fermeture des écoles par exemple accroît l'absentéisme des parents. Pour les États-Unis ou le Royaume-Uni ([d'après cette étude par exemple](#)) 4 semaines de fermeture des écoles coûtent entre 0,1 et 0,3 point de PIB. Mais on peut ajouter à ces chiffres, le signal envoyé à la population et aux touristes étrangers qui aura un impact sur l'absentéisme des non parents et sur la demande des secteurs à interaction sociale. Dans un scénario de confinement généralisé, proche de celui imposé en Chine au

début de

l'épidémie de COVID-19 ou encore récemment mis en place en Italie, dont les effets se feraient sentir sur 12 semaines, on aurait un impact comparable à celui d'une pandémie à forte morbidité – bien qu'avec une morbidité plus faible. La conséquence économique pourrait être jusqu'à 5 points de PIB perdus sur une année.

Quels coûts du confinement pour quels bénéfices ?

Les incertitudes qui entourent les scénarios indiquent la difficulté des choix de politique publique. Il est presque impossible d'anticiper l'ampleur de la pandémie. Il est encore possible que la pandémie s'arrête rapidement comme l'épidémie de SARS en 2003. Elle peut aussi s'étendre et être particulièrement létale. Les analyses des épidémiologistes sont cruciales pour réduire les possibles et donner des probabilités aux différents scénarios, mais en l'état les fourchettes d'évaluation sont considérables.

Le gouvernement britannique est un des rares à avoir communiqué un « scénario du pire », qui n'est pas une prévision mais sert à qualifier l'urgence de la situation. Il estime que dans le pire des cas (par la voix de son [gouvernement's chief Medical Adviser](#)) 80% de la population pourrait être infectée, que 20% de la population britannique pourrait être absente de son travail à un moment

ou un autre, ce qui suggère une pandémie à large échelle, en se basant sur 1% de taux de mortalité sur les cas graves et jusqu'à 100 000 victimes (voir aussi [cette évaluation citée dans le guide du gouvernement britannique à propos du COVID-19](#)).

Ce scénario du pire raisonnable (le gouvernement britannique parle de *Reasonable Worst Case* – RWC) n'est pas le pire que l'on puisse imaginer.

Or si le confinement strict et précoce aurait des conséquences économiques presque sûres, il pourrait largement réduire la mortalité liée à la pandémie. Dans un scénario à mortalité élevée, disons 200 000 décès pour la France et donc au-delà du raisonnable selon le gouvernement britannique, en se basant sur une réduction de la mortalité de 50% grâce aux mesures de confinement, de l'ordre d'un mois de fermeture des écoles et une réduction pendant 12 semaines de nombreuses interactions sociales, ce sont 100 000 décès qui pourraient être évités en France.

D'après [le rapport « Éléments pour une révision de la vie humaine » d'E. Quinet de 2013](#), la valeur statistique de la vie humaine à utiliser dans les analyses coûts-bénéfices conduite par l'administration française est de 3 millions d'euros. S'il évite 100 000 morts, le confinement aurait une valeur implicite de 300 milliards d'euros, soit 12,5% du PIB. Le coût de ces mesures

de confinement, 5% du PIB pour un confinement strict, serait donc inférieur. Le pire n'est pas sûr, mais dans ce scénario extrême, la perte économique, facilement socialisable, serait inférieure aux coûts humains.

Le rapport Quinet de 2013 ne recommande pas un chiffrage en années de vie parce que la notion de valeur statistique de la vie ne se réduit pas à la somme des années de vie espérées et elle ne doit pas se différencier selon les individus – c'est le sens du mot statistique et cela garantit une égalité des citoyens face aux analyses coûts-bénéfices et aux décisions qui en découlent. Cependant, dans certains cas – en particulier si les effets sont très différenciés selon les âges – le rapport Quinet évoque la possibilité de retenir une valeur de l'année-vie statistique de 150 000 euros. En se risquant sur le terrain glissant qui appliquerait cette valeur au profil des morts par cas par âge (estimé par exemple [ici](#)), on diviserait par environ 3 l'estimation de coût en valeur statistique des vies humaines.